

Consacrée au projet du film sur l'Émir Abdelkader et à l'industrie cinématographique :
Le président Tebboune préside une réunion importante

P-16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION Mardi 09 Décembre 2025//N° 1222// PRIX 20DA

Il renforce le filet social et accompagne l'insertion professionnelle

Madjid Bougherra :

P-16



Nous sommes concentrés
sur la victoire
et la qualification

Le gouvernement fait de l'allocation chômage un rempart social à préserver

p- 03



Lors de la conférence nationale consacrée à l'évaluation de la gestion de l'allocation chômage et des mécanismes de médiation pour l'insertion professionnelle, Abdelhak Saihi a déclaré que l'allocation chômage ne constituait pas un « soutien conjoncturel », mais un « mécanisme social efficace visant à protéger les jeunes durant leur période de recherche d'emploi ».

Dette, chômage, frustrations

Le royaume chérifien, otage d'une politique féodale

P-04

Revue El Djeich
le met en exergue : P-02



« L'Algérie en
marche vers son
renouveau »

Yacine Oualid :

« La modernisation du secteur agricole ne peut se réaliser sans les start-up »

Leurs de la Conférence internationale sur l'investissement agricole Agri-Invest Algeria 2026, tenue hier, le ministre de l'Agriculture, Yacine Oualid, a présenté la vision stratégique de l'Algérie pour moderniser son secteur agricole et attirer les investissements internationaux.

P-05



Lotfi Boudjema l'évoque :

« Le magistrat n'est soumis qu'à la loi »

Le ministre de la Justice, Lotfi Boudjema, réaffirme l'indépendance de la justice. Il ajoute que dans l'Algérie nouvelle, le magistrat n'est soumis qu'à la loi. Il souligne l'engagement de l'Etat à protéger les magistrats, à garantir l'application stricte de la loi et à moderniser le système judiciaire grâce à la numérisation, tout en restant inflexible face aux crimes et aux trafics.



Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjema, a réaffirmé dimanche à Alger l'engagement de l'Etat,

sous la direction du président de la République Abdelmadjid Tebboune, à protéger les magistrats et à garantir l'application stricte de la loi. Il s'est félicité des progrès réalisés pour promouvoir le système judiciaire et renforcer son

indépendance. Intervenant lors des questions des députés de l'Assemblée populaire nationale sur le projet de loi organique portant statut des magistrats, le ministre a insisté sur le fait qu'« il n'y a pas de pressions sur les magistrats » et que « tout magistrat confronté à de telles pressions peut déposer une plainte ». Il a rappelé que, dans l'Algérie nouvelle, le magistrat reste « uniquement soumis à la loi ». Le projet de loi, actuellement en débat, contient des dispositions visant à assurer la prise en charge matérielle et sociale des magistrats, afin de leur permettre d'exercer pleinement leurs fonctions. Concernant les mouvements au sein du corps judiciaire, Boudjema a précisé que leur traitement relève du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), qui dispose d'une souveraineté complète pour accepter ou rejeter les propositions. Le ministre a rappelé que l'accès à la magistrature se fait selon des critères précis fixés par l'Ecole supérieure de la magistrature (ESM), notamment un âge minimum de 27 ans et des spécialisations définies. L'établissement forme également des étudiants venus d'autres pays africains. Répondant à une question sur le rapprochement des détenus de leurs familles, Boudjema a expliqué que cela dépend de la classification des établissements pénitentiaires, tout en rappelant la mise en place de visites à distance pour les détenus dans les régions du sud. En revanche, il a souligné que le gouvernement ne fera aucune « clémence » à l'égard des prisonniers impliqués dans le trafic de drogue, rappelant que le pays mène « une lutte implacable contre ce fléau ». Le ministre a également salué les progrès réalisés dans la numérisation de la justice et l'adhésion des avocats à ce processus, une étape essentielle pour moderniser le fonctionnement du système judiciaire et améliorer son efficacité.

Y.B.

Le hacker recherché par Interpol arrêté

■ Par Kader M

Recherché activement par Interpol, le hacker responsable de plus de 140 000 cyberattaques a fait l'objet d'arrestation par les services de police en Algérie, a fait part hier un communiqué de la Sûreté de wilaya d'Alger. La neutralisation du suspect a été concrétisée grâce à l'enquête minutieuse menée par les limiers de l'Unité de lutte contre la cybercriminalité de la Police judiciaire de la wilaya d'Alger. Le suspect a fait l'objet de neutralisation pour les chefs d'accusation de " conception, fourniture et diffusion des données techniques permettant d'accéder frauduleusement à des systèmes informatiques ", précise la même source. Les faits de l'affaire ont débuté avec la détection par l'Unité de lutte contre la cybercriminalité

de la Police d'Alger d'une plateforme en ligne, proposant des services de création de sites web d'hameçonnage, à des fins de piratage de comptes électroniques, indique la même source, qui fait aussi état de " la détection également de plusieurs autres comptes comportant des liens malveillants provenant de l'usurpation d'identité de personnalités connues. Les comptes en question utilisaient des photos de célébrités accompagnées de liens frauduleux, afin de faciliter le piratage ". L'enquête minutieuse a permis l'identification du suspect, qui s'est avéré recherché par Interpol.

Plus de 140 000 cyberattaques depuis 2020

« Parallèlement, les enquêteurs ont procédé

à l'examen de nombreux articles publiés par des médias internationaux spécialisés en cybercriminalité traitant l'importante activité criminelle de l'opérateur de la plate-forme, depuis 2020, avec plus de 140 000 cyberattaques à son actif, ajoute le communiqué. Ces informations collectées sur le suspect ont permis la délivrance d'un mandat de perquisition pour l'extension de la compétence territoriale à une wilaya de l'intérieur du pays, dont le nom n'a pas été dévoilé. Le suspect dont l'identité n'a pas été révélée, a été neutralisé, et déféré devant le parquet. Le matériel utilisé dans son activité criminelle a été saisi, ajoute le communiqué. Il s'agit d'un ordinateur portable, d'une unité centrale, de quatre disques durs externes et de deux téléphones portables.

K.M.

Accident survenu à Béni Abbès

Saïd Chanegriha s'enquiert de l'état de santé des blessés

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a rendu visite, hier à l'hôpital central de l'Armée à Aïn Naâdja, aux blessés de l'accident de la route survenu à Béni Abbès, pour s'enquérir de leur état de santé. « Suite au tragique accident de la route survenu samedi 6 décembre 2025 dans la wilaya de Béni Abbès, causant le décès de (14) citoyens, dont deux (2) militaires, et la blessure de plusieurs autres personnes, et en exécution des instructions de Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'ANP, (19) blessés (4 citoyens civils et 15 personnels de l'ANP) ont été

évacués vers l'hôpital central de l'Armée à Aïn Naâdja / 1 RM, et ce, afin de recevoir les soins et la prise en charge nécessaires », souligne indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Dans ce cadre, ajoute le communiqué, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, accompagné du directeur central des services de santé militaire du MDN, « s'est rendu dans la matinée d'aujourd'hui, lundi 08 décembre 2025, au chevet des blessés à l'hôpital central de l'Armée à Aïn Naâdja/1 RM, où il s'est enquéris de leur état de santé et les a assurés, ainsi que leurs familles, de son soutien, tout en leur souhaitant un prompt rétablissement ».

Revue El Djéich le met en exergue:

« L'Algérie en marche vers son renouveau »

■ Par Hakim H

Dans le dernier numéro de la revue El Djéich, l'éditorial a mis en exergue les avancées remarquables de l'Algérie dans le cadre de son projet de renouveau national, un effort qui engage toute la nation dans une dynamique de progrès et de souveraineté. À travers une série de réalisations concrètes dans plusieurs secteurs stratégiques, le pays se rapproche d'un véritable tournant historique. Le président Tebboune insiste sur la résilience de l'Algérie face aux tentatives de déstabilisation, affirmant que malgré les difficultés, la marche vers une « Algérie nouvelle » ne s'est jamais arrêtée. La maîtrise de l'économie, la diversification des sources de revenus, notamment dans l'énergie et les mines, et la mise en service de projets majeurs comme Gara Djebilet (fer) et Blad Al Hadba (phosphate) illustrent cette ambition. Ces grandes avancées, rapidement réalisées, renforcent le positionnement international de l'Algérie en exploitant ses innombrables ressources naturelles. L'éditorial met également en lumière l'importance de l'infrastructure, avec les nouvelles lignes de chemins de fer qui sont prêtes à entrer en activité, tout comme de vastes complexes de dessalement réalisés en un temps record par des compétences nationales avec utilisation des technologies avancées, un développement essentiel pour sa sécurité hydrique et la logistique de la nation. La jeunesse, qui constitue le moteur de cette nouvelle phase, reçoit également du soutien et un nombre important d'entrepreneurs débutants lancent des initiatives qui sont encouragées. L'objectif de doubler le nombre de startups d'ici 2029 a été annoncé. Ce qui constitue un pas positif pour dynamiser davantage l'économie du pays. De plus, la diplomatie nationale continue d'être mue par des principes et, dans cette lignée, la position du pays sur les questions justes telles que la cause du Sahara occidental et celle de la Palestine continue de forger, à bon droit, sa crédibilité sur la scène mondiale. La stabilité interne, socle de cette renaissance, repose sur la cohésion nationale et la force de l'armée nationale populaire, garante de la souveraineté et de la sécurité. L'éditorial insiste sur le fait que toutes ses réalisations ne doit pas faire oublier que le chemin est encore long et semé d'embûches. La réussite du projet de renouveau national dépend de l'union de tous les citoyens, de la mobilisation collective et de la poursuite des efforts dans un climat de confiance et de détermination. L'Algérie, forte de ses acquis, doit continuer à bâtir une puissance souveraine, moderne et prospère, pour que son avenir soit à la hauteur des aspirations de son peuple. Telle est la voie tracée qui permettra à la nouvelle Algérie victorieuse, de renforcer sa puissance et son immunité, afin qu'elle demeure toujours libre, prospère, sûre et souveraine.

H.H.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouliouache, Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz

www.lexpressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YOUSSEF RABAH

« POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À :
L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression:

Société d'Impression d'Alger (SIA)
Diffusion:

Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

Il renforce le filet social et accompagne l'insertion professionnelle

Le gouvernement fait de l'allocation chômage un rempart social à préserver

Réunie pour la première fois autour de l'évaluation de l'allocation-chômage, la Conférence nationale a permis au gouvernement de dresser un bilan approfondi et de tracer de nouvelles orientations dont l'objectif est d'adapter la politique de l'emploi aux mutations économiques et technologiques qui redéfinissent les besoins du marché.



■ Par Karima Baba Aissa

Réunis lundi au Centre familial de Ben Aknoun, à Alger, les responsables du secteur de l'emploi ont ouvert la première Conférence nationale consacrée à l'évaluation de la gestion de l'allocation-chômage et des mécanismes de médiation pour l'insertion professionnelle. Une rencontre qui intervient dans un contexte de fortes attentes sociales, alors que le marché du travail fait face à des mutations rapides. Dès l'ouverture, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a tenu à rappeler la philosophie du dispositif. « L'allocation chômage ne constitue pas un "soutien conjoncturel", mais un "mécanisme social efficace visant à protéger les jeunes durant leur période de recherche d'emploi" », a-t-il affirmé, insistant sur le fait qu'elle s'inscrit dans un parcours plus large d'accompagnement. Selon le ministre, cette allocation offre en effet « un parcours d'accompagnement incluant formation et orientation, garantissant une transition sécurisée vers l'insertion professionnelle, conformément au principe : ne laisser aucun jeune sans accompagnement ». Le gouvernement met en avant cette dimension pour défendre un dispositif souvent critiqué

pour son coût budgétaire. Abdelhak Saihi a rappelé que « l'État a consacré plus de 420 milliards de dinars à cette allocation, en plus d'un budget supplémentaire pour accompagner sa revalorisation, passée de 15 000 DA à 18 000 DA », un effort financier qui, selon lui, traduit l'attachement de l'État à son caractère social et sa volonté de garantir la stabilité des différentes catégories de la société. La conférence, présentée comme un moment de « bilan » et d'ajustement des politiques publiques, doit permettre de renforcer la coordination entre les institutions chargées de l'emploi. Pour le ministre, « l'organisation de cette conférence constitue une étape nationale majeure visant à évaluer les politiques publiques dans le domaine de l'emploi, à renforcer le travail conjoint entre les différents intervenants et à anticiper de nouvelles perspectives afin de bâtir un marché du travail moderne et organisé, capable d'accompagner les transformations rapides du monde ». Les défis sont nombreux, transformations technologiques, évolution des compétences demandées, pressions démographiques et contraintes climatiques. Ces mutations « imposent l'adoption de visions innovantes et de politiques d'emploi plus flexibles et plus efficaces », a encore souligné le ministre devant les participants. La rencontre se

veut également l'expression d'une priorité politique assumée au sommet de l'État. Abdelhak Saihi a mis en avant l'engagement de l'État, sous la direction avisée du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à accorder la priorité à la question de l'emploi, considérée comme la pierre angulaire du développement national, de la stabilité sociale et un droit constitutionnel pour chaque citoyen. Le ministre a rappelé, à ce titre, les réformes engagées ces dernières années, notamment l'élimination du travail précaire, la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, la création du statut d'auto-entrepreneur ou encore la mise en place d'un ministère dédié à l'économie du savoir et aux start-up. Plusieurs membres du gouvernement ont assisté à cette ouverture, parmi lesquels le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab ; le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir ; le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif ; le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama ; la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab ; ainsi que le ministre et wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi.

K.B.A.

Elle rassure sur l'équilibre financier

La Banque mondiale confirme la maîtrise de la dette interne

La question de la dette interne et du déficit du Trésor a dominé les débats autour du projet de loi de finances 2026, dans un contexte marqué par la baisse des recettes pétrolières. Malgré ces inquiétudes, le texte, désormais adopté par les deux chambres et en attente de promulgation, prévoit un budget inédit de plus de 17 300 milliards de

dinars. Le ministère des Finances a tenu à rassurer, en affirmant que la dette publique interne reste sous contrôle, représentant 50 à 51 % du PIB, un niveau inférieur au seuil international de 60 %. Le gouvernement mise sur une réforme progressive des finances publiques fondée sur la discipline budgétaire, l'efficacité et la rationalisation des dépenses. La Banque mondiale confirme ce diagnostic dans son dernier rapport sur la situation économique de l'Algérie. Elle souligne les progrès réalisés depuis l'entrée en vigueur de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) en 2023, qui a amorcé une transformation profonde du système budgétaire. Le pays évolue ainsi d'une logique de moyens vers une culture du résultat, avec des programmes définis par objectifs, des indicateurs de performance

et des mécanismes de suivi plus rigoureux. Cette transition vers la budgétisation axée sur la performance vise à améliorer la transparence, la crédibilité et l'efficacité de la dépense publique. Les notes d'orientation budgétaire de 2024 et 2025 ont déjà renforcé ce cadre, et la préparation du PLF 2026 insiste à son tour sur l'application systématique de cette démarche, tant au niveau stratégique qu'opérationnel. La Banque mondiale estime toutefois que des efforts complémentaires sont nécessaires, notamment en matière de formation, d'accompagnement et de conduite du changement au sein des administrations concernées. Une réforme en cours, donc, mais qui demande encore consolidation et montée en compétences.

Y.S.

Cela concerne sept wilayas

Lancement de 17 600 logements dans le cadre du programme AADL3

Le programme de logements en location-vente AADL 3 a atteint, à ce jour, 17 600 unités en cours de réalisation, réparties sur sept wilayas. Le lancement du premier projet a été donné le 20 novembre dernier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au Pôle urbain Sissaoui à Constantine, où 8 050 logements sont actuellement construits, indique un communiqué de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). D'autres projets ont été également lancés à travers le pays : 1 600 logements à El Bakrat (Ouargla), 2 000 à Ouled Khaled (Saïda), 1 400 à Médéa, 1 000 à Boulhaf Dir (Tébessa), 2 400 à Mascara, et 1 150 à Laghouat. La première pierre de ce dernier projet a été posée lundi par le directeur de l'AADL, Riad Guemdani, en présence du wali, Mohamed Bennalek. Selon M. Guemdani, les projets lancés à Laghouat et Aflou représentent « un acquis important pour les habitants à revenus moyens ». Il souligne que cette formule

de logement est très demandée, car elle concilie pouvoir d'achat et qualité de construction. Au-delà de la livraison de nouvelles unités, le programme AADL 3 génère également un effet économique local, en stimulant les secteurs de l'habitat et des travaux publics, tout en créant des emplois directs et indirects. L'agence s'attache à répartir équitablement les projets d'habitat à travers le territoire national, en veillant au respect des délais, à la qualité des constructions et à l'amélioration de l'urbanisme. Le directeur général de l'AADL insiste sur l'importance de la wilaya de Laghouat, confrontée à une forte demande et à une extension urbaine rapide. Il appelle les entreprises à s'investir pleinement pour concrétiser ce programme ambitieux dans le respect des normes de qualité, en utilisant de la matière première algérienne pour garantir durabilité, maîtrise des coûts et soutien à la production nationale.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

Justice sociale

■ Par Aida Mouni

Il y a, dans la politique sociale engagée ces dernières années par l'Algérie, quelque chose de rarement observé dans le monde arabe et africain : la volonté nette de bâtir un modèle fondé sur la justice, la solidarité et la modernisation de l'État social. Alors que de nombreux pays reculent sous la pression budgétaire, l'Algérie fait le choix inverse, consolider, élargir et moderniser son système de protection sociale. Ce choix n'est pas conjoncturel ; il est stratégique. L'allocation chômage en est l'illustration la plus forte. Loin d'un simple filet d'urgence, elle devient un mécanisme d'accompagnement structuré pour protéger les jeunes en période de transition professionnelle. Avec plus de 420 milliards de dinars mobilisés et une revalorisation portée à 18 000 dinars, l'État assume un geste inédit dans la région, reconnaître que la recherche d'emploi est un temps social qui mérite protection, encadrement et formation. Dans de nombreux pays, cette catégorie est livrée à elle-même ; en Algérie, elle devient bénéficiaire centrale d'un dispositif pensé pour l'avenir. Cette dynamique ne se limite pas au chômage, bien sûr. L'extension du congé de maternité à cinq mois, indemnisé à 100 %, place l'Algérie au-dessus des standards internationaux. Les mesures ajoutées pour les mères confrontées au handicap ou à la maladie grave d'un enfant traduisent une conception humaniste de la protection sociale : protéger les plus vulnérables, sans complication administrative ni discours creux. La numérisation accélérée du secteur (de la plateforme El Hanaa au paiement des cotisations via VISA pour la diaspora) illustre une autre ambition, rompre avec la bureaucratie lourde en offrant des procédures simples, accessibles, modernes. L'État social ne doit pas seulement être protecteur, il doit être efficace. Les réformes touchent aussi les enseignants, auxquels est ouvert un départ anticipé à la retraite. Cette mesure n'est pas un privilège mais également une reconnaissance, celle de femmes et d'hommes qui forment les générations futures et dont l'effort continu doit être respecté. Enfin, l'action internationale de l'Algérie (rappelée par la participation au Sommet mondial du développement social) inscrit ces avancées dans une vision cohérente, un développement inclusif qui mise sur la santé, la solidarité, la réduction des inégalités et un travail décent. L'Algérie fait ce choix rare, dans un monde traversé par les crises : investir dans ce qu'elle possède de mieux, son peuple. Cette ligne politique, encore fragile mais résolument assumée, trace la voie d'un État social moderne, stable et digne. Une voie dont peu peuvent dire, aujourd'hui, qu'ils l'empruntent avec autant de constance.

A.M.

Dette, chômage, frustrations

Le royaume chérifien, otage d'une politique féodale

Sous le vernis des palaces et des grands projets touristiques, le Maroc croule sous une dette extérieure record, proche de son PIB, et peine à répondre aux besoins sociaux de sa population. Entre chômage élevé, précarité des jeunes et budgets sociaux comprimés par le service de la dette, le pays fait face à une crise économique et sociale profonde. Dans ce contexte, les appels à manifester de la Génération Z soulignent l'urgence de réformes et la frustration croissante d'une jeunesse en quête d'avenir.

■ Par Merouane Korso



Au

Maroc, tout va de travers, et, surtout, il ne faut pas se fier au luxe et au clinquant des enseignes des grands hôtels, les palaces qui ornent la ville ocre (Marrakech) mais qui, en réalité, sont un véritable cache-misère dans un pays endetté jusqu'au cou. Organiser des événements internationaux, comme une coupe d'Afrique des nations ou la Coupe du Monde 2030, c'est bien, c'est excellent, encore faut-il que le pays croule sous la prospérité et que le curseur des situations sociale et économique soit dans la zone verte. Or, ce n'est pas le cas, et le dernier rapport de la Banque mondiale sur le stock de la dette extérieure du Maroc, qui coïncide avec un appel de la GenZ à sortir dans les rues mercredi, n'est pas bon et ne plaide pas pour un apaisement des tensions dans un pays pratiquement aux mains de ses bailleurs de fonds. Le pays, et c'est connu, est très endetté, et les chiffres de la Banque mon-

diale pour 2025 font frémir : sa dette extérieure équivaut pratiquement à son PIB et a atteint le sommet de presque 68 milliards de dollars en 2024, soit 45% du RNB (revenu national brut) du pays et 99% de ses exportations. Et, en 2024, le service de la dette a représenté 13% des recettes d'exportations et 69% du RNB. Par les chiffres, et selon le rapport 2025 de la Banque mondiale, l'encours de la dette extérieure du Maroc s'est établi à 67,99 milliards de dollars en 2024, soit son deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré. Dans le détail, le stock de la dette extérieure à long terme du Makhzen s'élève à 57,20 milliards de dollars en 2024, dont 45,72 milliards garantis par le secteur public et 11,47 milliards de dette privée non garantie. Cette évolution s'inscrit dans une tendance de forte croissance depuis 2010 : la dette extérieure totale est passée de 27,34 milliards de dollars en 2010 à 66,01 milliards en 2020, puis 65,68 milliards en 2021, 64,97 milliards en 2022, avant d'atteindre son pic de 69,632 milliards en 2023. Quant au service de la dette à long terme, il s'est alourdi progressivement, dépassant la barre des 5 milliards de dollars en 2020, dont plus de 4 milliards pour les rem-

boursements du principal. En 2024, le Maroc a remboursé 5,22 milliards de dollars en principal (dont 4,41 milliards pour le secteur public et 811 millions pour le secteur privé) et versé 1,79 milliard de dollars en intérêts (dont 1,65 milliard pour le secteur public et 139 millions pour le secteur privé). Au total, cela représente un service de la dette à long terme record de 7,02 milliards de dollars en 2024. Un rythme infernal pour un pays qui cultive l'endettement ! En outre, Rabat a également une dette extérieure à court terme de 7,504 milliards de dollars en 2024, mais en baisse par rapport aux 10,160 milliards de 2023. L'utilisation des crédits du Fonds monétaire international (FMI) et des allocations de droits de tirage spéciaux (DTS) s'élève à 3,285 milliards de dollars en 2024, en baisse par rapport à 2023. Dans cette frénésie à l'endettement, car le pays emprunte beaucoup pour financer des projets touristiques (palaces, marinas, golfs...) au détriment de l'amélioration des conditions sociales des Marocains, les dépenses d'armement ont également atteint des sommets, Rabat s'équipant pour s'assurer l'occupation illégitime du Sahara occidental, territoire non autonome, selon

l'ONU. Selon les dernières statistiques, Rabat a dépensé entre 2023 et 2024 près de 23 milliards de dollars en armements, dont des avions Mirage de dernière génération, s'appuyant sur Paris et Washington pour moderniser sa flotte aérienne. Entre 2019 et 2023, le Maroc a vu sa dette publique (extérieure, intérieure et garantie) passer de 78% à 91% du PIB, selon les données du ministère des Finances marocain. Cette hausse est due au recours massif à l'emprunt pour faire face à la crise sanitaire et économique dans un contexte de hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux. Mais cela équivaut également à un endettement qui a généré un service de la dette qui est passé de 13% du PIB en 2019 à 19% du PIB en 2023, et plus en 2025. Et cela réduit drastiquement les budgets sociaux, car le service de la dette du Maroc est égal à plus de 9 fois le budget de la santé publique en 2023. Dès lors, on comprend toute la difficulté du Makhzen à offrir des services sociaux dignes, et, surtout, à satisfaire les revendications des jeunes du mouvement GenZ 212, qui maintiennent leurs revendications : réformes des systèmes de santé et de l'éducation, la fin de la corruption. Mais le stock de sa dette extérieure, ainsi que le service de la dette sont un obstacle infranchissable, l'Everest pour un pays comme le Maroc, qui a toujours vécu endetté, depuis la fin du protectorat français en 1956. Ce qui a d'ailleurs nourri les manifestations populaires générales de 1965, 1980, 1981, 1985, 1990, durement réprimées avec des centaines de morts et de disparus. C'est cela le Maroc, une face BCBG, un pays offert aux puissances capitalistes, et un autre qui croule sous la misère, avec un SNMG moyen de moins de 2 000 dirhams (200 euros) dans la fonction publique. Et puis il y a la bombe du chômage évalué à près de 13% de la population et à 38% chez les jeunes. Dans la création d'emplois, le Maroc fait face à des obstacles et à des coûts élevés liés à l'embauche dans le secteur formel, selon la BM, ce qui favorise une forte prévalence du travail informel dans un pays où le manque d'opportunités d'emploi pousse les jeunes à tenter l'aventure de l'émigration clandestine, avec tous les dangers que cela représente pour eux. Officiellement, le taux de chômage au Maroc est passé à 13,1 % au 3e trimestre 2025 contre 13,6 % à la même période un an plus tôt. Chômage en hausse, manque de perspectives d'avenir pour les jeunes, stress social, répression des manifestations font que le pays est devenu un chaudron qui sera, demain mercredi, encore sous les feux de l'actualité internationale avec ce nouvel appel des jeunes de la GenZ à sortir manifester contre les conditions de vie déplorables dans leur pays. MK.

Au Maroc

Reprise des manifestations de la GenZ

■ Par Boualem Alami

La plateforme marocaine GenZ212 a annoncé hier la reprise des manifestations de protestation contre la politique sociale et économique d'exclusion des jeunes pratiquée par le makhzen. Dans un communiqué, le mouvement a indiqué que ces manifestations coïncident avec la Journée internationale des droits de l'Homme, célébrée le 10 décembre de chaque année. Selon le mouvement, 1.473 personnes, dont 330 mineurs, sont toujours détenues dans les prisons du Makhzen en lien avec les récentes manifestations réclamant des réformes, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. « Il ne s'agit pas seulement d'un chiffre, car ces personnes dorment dans des cellules froides et surpeuplées », explique le mouvement de la GenZ marocaine. En outre, « ces mineurs devraient être aujourd'hui dans leurs salles de classe, mais qu'ils se retrouvent dans les tribunaux et les prisons pour avoir «réclamé un hôpital qui les soigne dignement, une école qui garantisse leur avenir et une justice qui sanctionne les corrompus. La réponse a été des condamnations sévères, allant jusqu'à « 15 ans de prison ferme», déplore la GenZ212 dans son communiqué. On se rappelle des manifestations de ce mouvement spontané

de jeunes au mois de septembre dernier à travers les grandes villes du royaume chérifien après le décès de huit parturientes dans un hôpital d'Agadir (Sud). Des milliers de jeunes sortis dans la nuit à travers le pays scandaient alors « nous voulons des hôpitaux, pas des stades ». A Tétouan, au nord du pays, un rassemblement avait réuni des centaines de manifestants qui ont scandé « le peuple veut la fin de la corruption » ou encore « liberté, dignité et justice sociale », selon la presse locale. « Le peuple veut l'éducation et la santé » ont encore scandé des dizaines de manifestants à Casablanca. Ces manifestations de protestation, organisées par un collectif de jeunes depuis le 27 septembre, font suite à des revendications sociales et politiques qui ont démarré à la mi-septembre dans plusieurs villes marocaines pour dénoncer l'extrême abandon social des plus démunis, ainsi que le système de corruption qui gangrène les institutions du Makhzen. Ce collectif de jeunes, fort de plus de 180.000 membres sur la plateforme Discord, insiste sur le caractère pacifique de ses rassemblements, rejettant « toute forme de violence, d'émeute ou de destruction », alors que le Makhzen a répliqué par des centaines d'arrestations et une féroce répression policière. Face aux manœuvres dilatoires du gouvernement Akhanouche dominé par le PAM et le RNI, deux partis créés par le Palais royal en 1978 et en 2008, les jeunes de la GenZ212 ont, eux, demandé la démission du gouvernement. « Les stades sont là, mais où sont les hôpitaux ? », avaient-ils lancé dans la rue, en référence à l'organisation prochaine de la Coupe d'Afrique des Nations 2026 et du Mondial 2030. Au total, 9,5 milliards de dirhams (environ 890 millions d'euros) sont alloués à la rénovation de six stades, et 5 milliards de dirhams (environ 469 millions d'euros) à la construction du grand stade de Casablanca. Rien cependant pour l'amélioration du système de Santé et d'Education dans un pays où l'indice de corruption, selon Transparency International, a rétrogradé de la 97ème à la 99ème position sur 180 pays, avec un score de 37/100 en 2024. Suffisant pour nourrir toutes les colères sociales. Dans son communiqué annonçant la reprise des manifestations, la GenZ212 a vivement critiqué les pratiques du Makhzen, qu'il qualifie de «contraires à la loi», et cela se produit, ajoute le mouvement « dans un pays qui a ratifié les conventions internationales et qui se prépare à célébrer la Journée internationale des droits de l'Homme ». « Le 10 décembre ne sera pas un jour de slogans creux dans les hôtels, mais un jour de vérité dans les places publiques », averti le mouvement. Pour soutenir les jeunes prisonniers, le comité de soutien aux familles des victimes de la répression du mouvement de la GenZ212 a lancé un appel aux familles et proches des victimes, des détenus et des personnes poursuivies en liberté provisoire, ainsi qu'à toutes les victimes de la répression des manifestations, de le contacter pour renforcer les efforts de suivi et d'accompagnement. Le mouvement a également appelé toutes les forces politiques, syndicales et des droits humains à créer des comités locaux de soutien et d'appui, afin de coordonner l'action en faveur des victimes des violations des droits de l'homme, au niveau national et international. Au départ, le mouvement de la GenZ212, qui prévoit un rassemblement nocturne à Casablanca mercredi 10 décembre, avait, mi-septembre dernier, démarré ses revendications par cette déclaration : « nous ne voulons pas de la Coupe du monde... la santé avant tout, le peuple veut la fin de la corruption ». Le 14 septembre 2025, une manifestation éclate devant l'hôpital Hassan II à Agadir, après le décès de huit femmes lors de césariennes. Ces drames déclenchent un mouvement de colère face à la pénurie de moyens de santé dans certaines régions du Maroc, mené par de jeunes autonomes refusant toute affiliation politique ou syndicale. Fin octobre, la répression est lourde : plus de 2400 personnes, dont plus de 1400 placées en détention, faisaient l'objet de poursuites. Le 10 décembre, le mouvement de protestation reprend. BA.

Yacine Oualid :

« La modernisation du secteur agricole ne peut se réaliser sans les start-up »

« Le ministre de l'Agriculture, Yacine Oualid, a mis en avant le rôle de la digitalisation, de l'agriculture de précision et des systèmes d'irrigation intelligents dans l'amélioration de la productivité et la réduction de la consommation d'eau. Il a également insisté sur l'importance des pratiques agricoles résilientes, respectueuses de l'environnement et capables de s'adapter aux défis climatiques, en particulier pour soutenir le développement rural et assurer la sécurité alimentaire ».



■ Par Meriem Kaci

Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a tenu hier, en marge de la 4e Conférence africaine des start-up, la Conférence internationale sur l'investissement agricole Agri-Invest Algeria 2026. Un événement qui a réuni des investisseurs, experts et acteurs du secteur pour le renforcement de la compétitivité de l'agriculture nationale et positionner le pays comme une puissance agricole émergente en Afrique et en Méditerranée.

Dans son allocution, le ministre de tutelle, Yacine Oualid, a présenté la vision stratégique de l'Algérie pour moderniser son secteur agricole et attirer les investissements internationaux.

Un secteur agricole au cœur de l'économie nationale. Le ministre a indiqué que la conférence met en lumière les nombreuses opportunités d'investis-

tissement dans l'ensemble de la filière agricole, depuis les cultures stratégiques, telles que les céréales, les oléagineux et les légumes, jusqu'à l'élevage et la production laitière, en passant par l'agro-industrie. Selon lui, le développement de ces secteurs permettra non seulement de répondre aux besoins locaux, mais également de renforcer la position de l'Algérie sur les marchés internationaux grâce à des produits de haute qualité et compétitifs. L'agriculture, a rappelé le ministre, est un secteur qui contribue à hauteur de 18 % au PIB national, et est soutenue par un plan gouvernemental de modernisation doté d'un investissement de 5,8 milliards de dollars. Cette initiative vise à développer les chaînes de valeur agricoles, améliorer la productivité, stimuler l'innovation et renforcer l'accès aux marchés locaux et internationaux.

Yacine Oualid a rappelé les principaux atouts de l'Algérie pour l'investis-

tissement agricole. Le pays bénéficie d'une position géographique stratégique entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, dispose de 8,5 millions d'hectares de terres agricoles et d'un marché local de 45 millions de consommateurs, tout en offrant un soutien gouvernemental fort et des incitations attractives aux investisseurs. Yacine Oualid a souligné que la modernisation du secteur agricole ne peut se faire sans l'association de start-up spécialisées dans l'Agitech et l'Agrobusiness. Le ministre a dans ce contexte mis en avant le rôle de la digitalisation, de l'agriculture de précision et des systèmes d'irrigation intelligents dans l'amélioration de la productivité et la réduction de la consommation d'eau. Des solutions résilientes, respectueuses de l'environnement qui seraient en mesure de s'adapter aux défis climatiques, en particulier pour soutenir le développement rural et assurer la sécurité alimentaire.

**Misant sur l'innovation
Les start-up africaines propulsent l'agriculture vers la modernité**

■ Par Meriem Kaci

La 4e conférence africaine des start-up, qui a pris fin hier, a vu la participation des start-up spécialisées dans l'Agitech et l'Agrobusiness. Des start-up qui intègrent des technologies avancées et apportent des solutions novatrices pour améliorer l'efficacité et la durabilité du secteur. Sauf que les solutions qu'elles apportent doivent être adaptées à la réalité africaine pour améliorer l'efficacité et la durabilité du secteur. Les États africains montrent davantage leur volonté pour moderniser le secteur agricole et reconnaissent de plus en plus le rôle crucial de l'Agitech et de l'Agrobusiness comme piliers de la stratégie de sécurité alimentaire sur le continent. Ces start-up, à l'image de « African AI Solutions » et « AG SOM », conçoivent des solutions qui répondent aux défis du secteur et qui soient surtout adaptées à la réalité africaine. AFRICAN AI SOLUTIONS est une start-up technologique qui développe des solutions d'agriculture de précision pour moderniser les pratiques agricoles, réduire les pertes et améliorer la productivité grâce à l'intelligence artificielle et aux drones, explique à L'Express sa fondatrice, Steffe Chuade. Celle-ci a mis en avant l'importance de l'innovation pour le développement du secteur de l'agriculture. Pour elle, les jeunes Africains sont en mesure de relever le défi et d'accompagner leurs Etats en vue de concrétiser leurs objectifs. « L'Afrique regorge de compétences qu'il faut accompagner pour le développement du continent, notamment le secteur de l'agriculture qui a besoin d'augmenter sa productivité et créer en parallèle la richesse, l'emploi et des opportunités d'exportations ». Elle fait savoir dans ce contexte que l'une des solutions que propose son entreprise est un agriculteur robotique intelligent qui pulvérise de l'engrais sur des plantes potagères vertes et l'automatisation des exploitations. « Les solutions agitech sont spécifiquement conçues pour faire gagner du temps aux agriculteurs et optimiser leurs efforts ainsi que la prise de décision », a-t-elle ajouté. Mme Chuade a mis en avant l'importance de ces rendez-vous pour sceller des collaborations et observer de visu ce que l'on propose comme produits ou solutions, exprimant son souhait que ces manifestations soient organisées plusieurs fois par an. De son côté, Said Benamor, responsable de « AGSOM », estime que les start-up « apportent des solutions adaptées à la réalité du terrain. Son entreprise s'engage à soutenir l'agriculture moderne et promeut le développement durable et ce, en fournissant des solutions efficaces et innovantes. »

« Nous fabriquons des pivots d'irrigation pour les grandes surfaces et exploitations agricoles », explique M. Benamor. Une solution qu'il qualifie d'« idéale », en particulier pour les exploitations agricoles où le déplacement d'une zone à une autre exige du temps. « Les pivots que nous commercialisons fournissent des informations en temps réel à l'agriculteur et contribuent à l'optimisation de l'utilisation des ressources hydriques », a-t-il précisé. Pour lui, les start-up spécialisées dans l'Agitech et l'Agrobusiness sont « un partenaire clé » en mesure de concevoir des solutions alignées avec les orientations et objectifs de l'Etat. Pour Stephen Mouafo Fogueng, directeur général de General Biotech, il est temps de cesser « d'importer des process de l'Occident. » L'Afrique doit sortir du statut d'importateur et de consommateur à celui de producteur dans tous les domaines ». Des produits, dit-il, qui doivent être « adaptés » au contexte africain et aux besoins du continent, et rayonner ensuite à l'international. L'innovation, ajoute M. Fogueng, permet d'être « compétitif ». A l'horizon 2035, les start-up africaines vont « résoudre 80% des problèmes du continent », d'autant que les jeunes innovateurs bénéficient même du soutien de l'Union africaine (UA), conclut M. Fogueng.

Entrepreneuriat environnemental

Lancement d'un programme de formation algéro-africain

Le ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a annoncé hier à Alger le lancement d'un programme de formation algéro-africain destiné aux jeunes du continent africain dans le domaine de l'écologie afin de les encourager à s'engager dans l'entrepreneuriat environnemental et à développer leurs compétences en matière d'innovation verte.

Cette annonce a été faite au cours d'une allocution prononcée par Mme Krikou lors d'une rencontre scientifique consacrée à l'accompagnement des start-up dans le domaine environnemental, sur le thème « L'innovation verte, développement environnemental durable », organisée en marge de la 4e édition de la Conférence africaine des start-up (ASC).

A cette occasion, Mme Krikou a expliqué que son ministère, en collaboration avec le ministère de l'Economie de la connaissance, lancera un programme de formation algéro-africain destiné aux jeunes innovateurs du continent dans le domaine de l'écologie pour les encourager à s'engager dans l'entrepreneuriat environnemental et développer leurs compétences en innovation verte à travers les structures du Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), en phase avec les dernières avancées en matière d'innovations environnementales. Ce programme de formation à l'entrepreneuriat environnemental sera lancé par le CNFE avec le financement du Fonds de financement des start-up et des jeunes innovateurs en Afrique, a ajouté la ministre.

« L'Algérie est aujourd'hui un modèle pionnier dans l'accompagnement des jeunes et des porteurs de projets environnementaux, et ce, grâce aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pleinement convaincu de l'importance de la durabilité dans l'économie mondiale », a-t-elle souligné, ajoutant que cette démarche s'est concrétisée à travers le renforcement du cadre législatif et réglementaire par de nombreux textes adaptés, qui ouvrent des perspectives vers le monde durable, en harmonie avec la jeunesse mondiale en général, et africaine en particulier.

De son côté, M. Ouadah a affirmé que son secteur encourageait le lancement de projets innovants dans le domaine de l'économie verte à travers l'accompagnement et

le financement des entreprises, et le soutien de l'entrepreneuriat chez les jeunes, dans les universités et les instituts, dans le but d'asseoir un nouveau modèle économique durable.

Après avoir souligné la nécessité de consolider le tissu des entreprises actives dans le domaine de l'environnement et mettant à profit la numérisation, le ministre a mis l'accent sur l'importance d'axer sur le travail collectif dans certaines filières, telles que le tri sélectif des déchets en vue de leur transformation en matières premières, pour protéger l'environnement et contribuer au développement de l'économie circulaire, relevant que « certaines start-up ayant proposé de bons projets souhaitent bénéficier du soutien de la Banque mondiale, à l'heure actuelle ».

HABITAT**Belaribi inspecte le projet de 10 507 logements "AADL" à Sidi Abdellah**

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi a effectué, dimanche, une visite d'inspection au projet de 10 507 logements "AADL" à Sidi Abdellah (Alger), indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite, le ministre s'est enquis de l'avancement des travaux et a instruit les responsables de l'Établissement public de la ville nouvelle de Sidi Abdellah (EPIC VNSA) d'établir un calendrier précis pour parachever les travaux des routes principales et secondaires et de définir une feuille de route pour finaliser le projet dans les délais prévus, précise le communiqué. Cette visite a eu lieu à l'issue de la réunion technique, présidée par le ministre au siège du projet, en présence du directeur général de l'AADL, ainsi que de tous les maîtres d'œuvre chargés du projet, afin de suivre l'état d'avancement des travaux. La réunion a permis d'examiner le respect du calendrier fixé ainsi que les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du projet. Par ailleurs, le directeur de l'EPIC VNSA a présenté un exposé détaillé sur l'avancement des travaux d'aménagement extérieur, des routes principales et secondaires, ainsi que sur l'état des infrastructures publiques et la situation financière des maîtres d'œuvre.

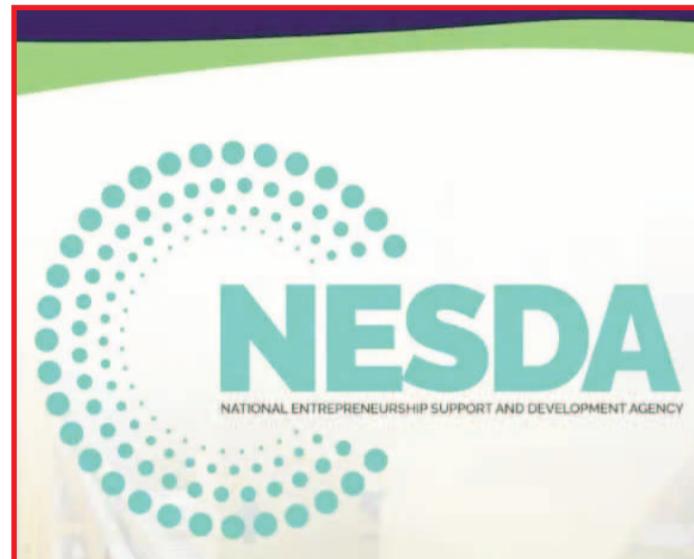
TRAVAUX PUBLICS**Parachever le projet de la ligne minière ouest avant la fin de l'année en cours**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, dimanche, les travaux de la sous-commission des travaux publics chargée du suivi du projet de la ligne minière ouest Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, en présence des différents secteurs concernés, lors desquels la nécessité de parachever les travaux du projet avant la fin de l'année en cours a été soulignée, indique un communiqué du ministère. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion du Conseil des ministres du 16 novembre 2025, relatives au lancement de l'exploitation locale du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet à partir du premier trimestre 2026, ainsi qu'à la mise en service de l'ensemble des tronçons de la ligne ferroviaire minière, en janvier 2026. Lors de la rencontre, un exposé détaillé a été présenté sur l'état d'avancement des travaux des tronçons restants de la ligne, notamment ceux liés à la pose des rails et du ballast ainsi qu'à la réalisation des gares ferroviaires. De plus, il a été question également de la poursuite des travaux, de l'intensification des efforts et de la mobilisation de toutes les ressources disponibles afin de parachever les travaux de l'ensemble des tronçons avant la fin de l'année en cours.

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) organise aujourd'hui, mardi, une journée d'information à la Bibliothèque nationale d'El Hamma (Alger), dédiée aux lauréats des Olympiades des métiers 2025, selon un communiqué de l'agence.

Par Ines B

Cet événement vise à soutenir ces étudiants brillants et à leur présenter les différents dispositifs et programmes d'aide à la création de leurs microentreprises. Il a également pour objectif de promouvoir la culture entrepreneuriale auprès des diplômés des instituts et centres de formation professionnelle en les informant sur les opportunités, les infrastructures et les perspectives d'investissement disponibles dans les secteurs porteurs, précise le communiqué. Cette journée d'information est également l'occasion d'organiser une exposition présentant des microentreprises florissantes créées par des diplômés d'instituts et centres de formation professionnelle avec le soutien financier de l'agence. L'expo-



sition a pour but de mettre en lumière des exemples inspirants de réussite chez les jeunes et de présenter des parcours entrepreneuriaux réussis, sources de valeur ajoutée et d'intégration réussie sur le marché. Cet événement bénéficie d'une large participation des différents

acteurs de l'écosystème entrepreneurial national, notamment les organismes de soutien et d'orientation, les partenaires de formation et d'innovation, ainsi que des experts et des spécialistes de l'entrepreneuriat. Cette diversité contribuera à créer un espace interactif favorisant l'échange d'expériences et le développement de nouvelles collaborations au profit de jeunes talents prometteurs, a expliqué la même source. Pour rappel, les Olympiades nationales des métiers 2025, une première édition majeure, se sont déroulées à Oran en novembre 2025 (17-21), réunissant 550 stagiaires de 58 wilayas dans 44 spécialités (TIC, bâtiment, services, arts, transport, etc.) pour sélectionner la délégation algérienne pour les compétitions continentales (Zambie) et mondiales (Shanghai 2027). Cet événement, organisé par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a mis en valeur les compétences des jeunes et dynamisé le secteur de la formation professionnelle, attirant des milliers de visiteurs et d'entreprises.

I.B.

L'ALGÉRIENNE DES AUTOROUTES**Activation du partenariat avec l'École supérieure de gestion des travaux publics**

L'Algérienne des autoroutes (ADA) annonce le lancement de la formation destinée à son personnel et ce en partenariat avec l'École supérieure de gestion des travaux publics. "Dans le cadre de l'activation du partenariat stratégique visant à développer les compétences techniques et à faire de la formation un outil efficace d'amélioration des performances institutionnelles, les premières sessions de formation destinées au personnel de l'Algérienne des autoroutes (ADA) ont débuté à l'École supérieure de gestion des travaux publics. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de la directrice de l'École supérieure, Mme Adafir, et du directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA), M. Boualili Fekani", indique le ministère des Travaux publics dans sa page officielle Facebook. Ce partenariat

associe l'expertise académique de l'École supérieure de gestion des travaux publics à l'expérience pratique de l'ADA, en mettant l'accent sur l'investissement dans les ressources humaines et le renforcement de leurs compétences afin de répondre aux objectifs des services de maintenance et d'exploitation. "Les dix sessions de formation ont accueilli 127 membres du personnel des trois directions régionales (Est, Centre et Ouest) et du siège de l'ADA. Les trois premières sessions, qui ont débuté avec 41 participants, portent sur les thèmes suivants : signalisation routière temporaire et permanente. Sécurité routière sur les chantiers. Analyse et prévention des risques dans les tunnels", ajoute-t-on. Dans la continuité de cette initiative, il convient de mentionner la formation dispensée en novembre dernier à l'École El Idrissi, qui a

concerné 145 cadres. La formation a abordé des sujets tels que la gestion de projet, les marchés publics, la rédaction de cahiers des charges et la gestion des ressources humaines. "L'ADA collaborera prochainement avec l'École supérieure de gestion des travaux publics de Djelfa afin de proposer des formations pratiques et spécialisées visant à renforcer l'expertise du personnel de maintenance et d'exploitation, à perfectionner leurs compétences et à améliorer la qualité de leur travail quotidien", précise le ministère. Ces formations témoignent de l'engagement constant de l'ADA en faveur du développement de ses capacités et démontrent que l'investissement dans le capital humain est un élément fondamental de sa stratégie.

I.B.

COMMERCE EXTÉRIEUR**Installation du jury du Prix du président de la République du meilleur exportateur**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a supervisé, dimanche à Alger, l'installation du jury interministériel chargé de sélectionner les lauréats du Prix du président de la République du meilleur exportateur, indique un communiqué du ministère. Le "Prix du Président de la République du meilleur exportateur" en Algérie est une distinction créée pour récompenser les entreprises algériennes

qui contribuent à la diversification des exportations hors hydrocarbures, un prix présidé par le président Abdelmadjid Tebboune, dont la 2^e édition s'est tenue en juillet 2024, honorant neuf entreprises pour leurs efforts dans ce domaine crucial pour l'économie nationale. L'objectif du Prix est de valoriser l'innovation, d'honorer les opérateurs économiques qui développent l'exportation algérienne, d'encourager la réduction de la dépendance

aux hydrocarbures. Le prix fait l'objet d'un décret présidentiel publié au Journal officiel. Un jury interministériel est chargé de la sélection des lauréats, présidé par le ministre du Commerce extérieur. En bref, ce prix est une initiative gouvernementale majeure visant à soutenir et récompenser les entreprises algériennes qui jouent un rôle clé dans le renouveau économique du pays par l'exportation.

I.B.

**POUR UN
PARTENARIAT EN
MATIÈRE
D'INVESTISSEMENT**

**Réunion de
travail entre la
CAP et l'initiative
« Cheb Fikra »**

Une réunion de travail s'est tenue entre la Confédération algérienne du Patronat (CAP) et l'initiative «Cheb Fikra» en vue de préparer un partenariat national en matière d'investissement et d'autonomisation des jeunes. "M. Tahar Bouzid, président national de la CAP, a reçu M. Anis Ben Tayeb, fondateur de l'initiative « Cheb Fikra », au siège de la Confédération. La réunion a porté sur l'exploration des pistes de coopération et la promotion d'initiatives d'investissement destinées aux jeunes à travers le pays", indique la confédération sur sa page officielle Facebook. Lors de cette réunion, Anis Ben Tayeb a présenté le projet de la Caravane nationale d'investissement, dont la quatrième édition est prévue le 25 décembre 2025. Cette initiative vise à mieux faire connaître les opportunités d'investissement et à encourager l'entrepreneuriat dans tout le pays, et elle a suscité un vif intérêt auprès des jeunes et des investisseurs locaux. "La réunion a permis de réaffirmer l'engagement des deux parties à établir des bases solides pour un partenariat et un accord de coopération entre la Confédération et l'initiative « Cheb Fikra ». Cet accord soutiendra et développera cette dynamique, notamment en vue de la cinquième édition, prévue en 2026, qui parcourra toutes les wilayas du pays et apportera une nouvelle vision du soutien à l'investissement et de la promotion de projets innovants", ajoute la CAP. À l'issue de la réunion, M. Bouzid a réaffirmé l'engagement de la Confédération à soutenir toutes les initiatives sérieuses qui contribuent à l'économie nationale et renforcent le rôle des jeunes dans le développement du système d'investissement. Il a souligné que la Confédération demeurera un partenaire actif dans tout projet créateur de valeur pour le pays.

I.B.

CASNOS

Plus de 400 000 nouveaux adhérents enregistrés durant les deux dernières années

La Caisse nationale de Sécurité sociale des non-salariés (Casnos) a enregistré plus de 400 000 nouveaux adhérents durant les deux dernières années. C'est ce qu'a révélé hier le directeur des prestations au niveau de la direction générale de la Casnos, Mahieddine Khoudja.

Par Inès B.

Intervenant à la radio Chaine 3, M. Khoudja a souligné qu'à ce jour, le nombre des adhérents a atteint plus de 1,2 million. M. Khoudja a également tenu à souligner que « les nouveaux dispositifs d'entrepreneuriat institués par l'État depuis 2024 ont ainsi permis l'adhésion de plus de 60 000 jeunes entrepreneurs », tout en faisant remarquer que « cette catégorie qui bénéficie d'un dispositif particulier activait dans l'informel ». « Il ne faut pas attendre le 31 décembre 2025 pour procéder à la régularisation de sa situation vis-à-vis des services de la Casnos », a-t-il ajouté. M. Mahieddine Khoudja s'est adressé aussi bien aux adhérents habituels de la Caisse qu'à tous les non-salariés activant dans différentes activités libérales, qu'ils soient commerçants, artisans ou agriculteurs et qui ne se sont encore jamais présentés pour payer leurs cotisations à la Caisse. L'invité de la radio a jugé utile de rappeler les missions de la caisse, essentiellement en deux volets, à savoir d'abord l'assurance sociale (assurance maladie, maternité, invalidité, décès et vieillesse, en gérant les cotisations, et en garantissant l'accès aux soins et la sécurité du revenu, avec des missions



deux dernières années. En effet, le rôle de la Casnos est d'assurer la protection sociale des travailleurs indépendants (artisans, commerçants, professions libérales, agriculteurs, etc.) en couvrant les risques maladie, maternité, invalidité, décès et vieillesse, en gérant les cotisations, et en garantissant l'accès aux soins et la sécurité du revenu, avec des missions

étendues de conseil et d'accompagnement social. Concernant la digitalisation, elle est une priorité pour la Casnos, se concrétisant par la plateforme numérique Damancom, qui permet aux affiliés de faire leur déclaration de cotisations et leurs paiements en ligne 24/7, de gérer leur compte, de suivre leur dossier retraite et d'accéder à des ser-

vices (carte Chifa, etc.) sans se déplacer, simplifiant ainsi grandement les démarches et améliorant l'accès aux droits sociaux. Cette transformation vise à moderniser les services, réduire les contraintes administratives et garantir une couverture sociale continue, notamment via des paiements électroniques facilités.

I.B.

ONAB

Lancement de la vente directe aux éleveurs à des prix subventionnés

L'Office national de l'alimentation du bétail (ONAB) a annoncé hier la mise en œuvre d'un programme d'approvisionnement direct à prix subventionnés pour les éleveurs, fixant le prix du quintal de son de céréales (blé, avoine, maïs) à 2 000 dinars.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de ses efforts pour soutenir la production nationale et améliorer les conditions de vie des éleveurs. L'Office a souligné la mise en place de plusieurs mesures visant à garantir l'accès au produit aux bénéficiaires. Ces mesures comprennent la rationalisation de la collecte du son de céréales (blé, avoine, maïs) auprès des moulins, l'amélioration de la disponibilité du son ensaché à 2 000 DZD le quintal et un meilleur approvi-

sionnement via ses unités de production et ses points de vente. Des ventes directes aux éleveurs ont également été organisées, notamment par le biais de camions servant de points de vente mobiles. Par ailleurs, des coopératives ont été intégrées au réseau de distribution du son afin de faciliter l'accès au produit et d'assurer une meilleure couverture aux éleveurs des différentes provinces.

Dans le cadre de ce même programme, l'ONAB a introduit une nouvelle formule d'aliment composé à 3 150 DZD le quintal, permettant ainsi aux éleveurs de bénéficier d'une gamme de produits subventionnés pour soutenir leurs activités et améliorer leur production animale. Le 3 décembre dernier, l'ONAB a

annoncé que de grandes cargaisons de maïs, de tourteau de soja et d'orge arriveront bientôt et que cette démarche vise à répondre aux besoins des éleveurs et des fabricants d'aliments, tout en garantissant la stabilité du marché. Ces matières premières seront disponibles en quantités suffisantes pour assurer un approvisionnement régulier, répondre à la demande croissante et garantir la continuité de la chaîne d'alimentation sans interruption.

Cette mesure s'inscrit dans l'engagement de l'ONAB à soutenir l'activité agricole et à améliorer les conditions de production en assurant la disponibilité des intrants essentiels au moment opportun.

I.B.

Légère baisse du pétrole à cause de l'excédent d'offre sur le marché

Les cours du pétrole ont légèrement baissé, hier, les signes d'une offre trop abondante par rapport à la demande accrue malgré les risques géopolitiques qui continuent d'agiter le marché, selon le site prixdubaril. Vers 10 H 30 GMT (11 H 30 HEC), le prix du baril de la mer du Nord, pour livraison en février, perdait 0,77 % à 63,26 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en janvier, gagnait 0,82 % à 59,59 dollars. Cette semaine, le marché portera son regard sur les rapports mensuels sur le marché pétrolier publiés par l'Agence internationale de l'énergie

(AIE), l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). "Les deux premiers, en particulier, pourraient brosser le tableau d'un marché pétrolier en situation de surproduction", explique Arne Lohmann Rasmussen, analyste chez Global Risk Management. Le volume de pétrole en mer "est au niveau le plus élevé jamais enregistré", souligne auprès de l'AFP Bjarne Schieldrop, de SEB. "Une grande partie du pétrole sur l'eau est russe et iranienne", ce qui suscite beaucoup de frictions en raison des sanctions qui pèsent sur ces pays, "mais il

finira par arriver aux consommateurs après avoir été transféré d'un navire à l'autre et mélangé à différents stocks de pétrole", assure l'analyste. Les investisseurs restent néanmoins vigilants face aux facteurs géopolitiques qui ajoutent beaucoup d'incertitudes sur le marché pétrolier. D'une part, la montée des tensions récentes entre les États-Unis et le Venezuela menace directement la production de pétrole brut de ce dernier (environ 1,1 million de barils par jour), et d'autre part les discussions se poursuivent pour une résolution de la guerre en Ukraine.

DJANET

Tous les foyers raccordés à la fibre optique

Cette opération qui vise à améliorer la qualité du service public dans les télécommunications et à généraliser l'usage de la fibre optique a permis de raccorder 3 556 clients, grâce à une installation d'une capacité globale de 11 264 lignes.

L'opération de raccordement des foyers au réseau de fibre optique a été finalisée dans les deux communes de la wilaya de Djane, Bordj El-Haouès et Djane. C'est ce qu'a indiqué à l'APS la Direction locale de la poste et des télécommunications. Cette opération, qui vise à améliorer la qualité du service public dans les télécommunications et à généraliser l'usage de la fibre optique, a permis de raccorder 3 556 clients, grâce à une installation d'une capacité globale de 11 264 lignes, a précisé la même source. En outre, plusieurs projets visant à sécuriser le réseau de fibre optique sont en cours de réalisation, notamment le raccordement de la wilaya de Djane à la wilaya voisine d'Illizi via la liaison Djane-Tinelkoum sur une distance de 220 km, a ajouté la même source. Le secteur prévoit également le lancement prochain des travaux de la liaison Tinelkoum (Djane)-Tillout (Illizi) sur 136 km, ainsi que de celle Bordj El-Haouès (Djane)-Tasset (Illizi) sur 104 km. Les travaux se poursuivent également sur la liaison Tabket (Djane)-Seroune (Taman-



rasset), longue de 123 km, dont le taux d'avancement a atteint 70 %. Concernant la téléphonie mobile, la direction locale de la poste et des télécommunications a indiqué que la wilaya compte 39 stations 4G réparties entre les opérateurs Mobilis (18), Djezzy (12) et Ooredoo (9),

ainsi que 47 stations 3G et 65 stations 2G réparties entre les trois opérateurs. Pour ce qui est des infrastructures postales, la wilaya dispose de 9 bureaux de poste, 6 à Djane et 3 à Bordj El-Haouès, et prévoit prochainement la réalisation d'une recette principale dans le quartier

Ifri, au chef-lieu de wilaya, afin d'améliorer les services offerts à la population. L'ensemble de ces projets s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens et du soutien au développement local, souligne la direction locale du secteur.

KHENCHELA

VERS LA RÉALISATION DE 5 TOURS DE VIGIE À TRAVERS LES FORÊTS

Des travaux de réalisation de cinq tours de vigie seront « prochainement » lancés à travers les forêts de la wilaya de Khenche, a-t-on appris jeudi auprès du conservateur local des forêts, Bachir Bahri. Le même responsable a précisé à l'APS que trois de ces tours de vigie seront réalisées sur des sites du mont Feraoun, Aurès et mont Aydhel, dans la commune de Tamza, une tour à Ras Kef Medour, dans la commune de Bouhmama et une autre à Foughal, dans la commune de Taouzianet. Selon le même responsable, les entreprises en charge de la réalisation

ont été dernièrement annoncées et les procédures administratives nécessaires ont été parachevées avant l'installation des chantiers de ces projets qui seront réceptionnés « au cours du premier trimestre 2026 ». Actuellement, quatre tours de vigie sont en cours de réalisation dans les forêts de Ras Aghro, dans la commune de Chelia, de Kef El Assa, dans la commune de Yabous, ainsi que de Ras Khelthoum et Ras Taafisset, dans la commune de Bouhmama, et les taux d'avancement des travaux varient entre 40 et 95 %, selon la même

source. Durant cette année 2025, deux autres tours de vigie ont été réalisées et réceptionnées dernièrement à Ras Taouchalanet et Ras Taouriaret, dans la commune de Lam-sara, pour être exploitées par les agents de la circonscription forestière de la daïra de Bouhmama, a rappelé le conservateur des forêts. La mise en service de ces tours en cours de réalisation sur le budget de la wilaya permettra de renforcer les capacités de surveillance, d'alerte précoce en cas d'incendie et d'intervention rapide, a ajouté M. Bahri.

ORAN

UNE NOUVELLE STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES À MERS EL KÉBIR

Les travaux de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) ont été lancés récemment dans la commune de Mers El Kébir (Oran), a indiqué le directeur de la zone d'Oran de l'Office national de l'assainissement (ONA), Bouazza Bouazza. Selon ce responsable, la station, dont les travaux ont démarré la semaine dernière sous la supervision de l'ONA, disposera d'une capacité de plus de 38 000 m³. Elle viendra compléter deux autres projets actuellement en cours à Oued Tlelat et Gdyel, ainsi que trois stations déjà opérationnelles à El

Kerma, Cap Falcon et Bethioua. Le délai de réalisation est fixé à 22 mois. La station sera dotée d'une technologie de traitement tertiaire, permettant de réutiliser les eaux traitées pour l'irrigation agricole et l'arrosage des espaces verts. Bouazza Bouazza a ajouté que les stations de Mers El Kébir et d'Oued Tlelat, dont le taux d'avancement des travaux atteint 90 % pour une capacité de 22 900 m³, ainsi que celle de Gdyel, d'une capacité de 50 000 m³, porteront la capacité globale d'épuration de la wilaya à 550 000

m³. Une enveloppe financière de 8,3 milliards de dinars a été mobilisée pour la réalisation de ces infrastructures. Le responsable a également souligné que la demande en eaux traitées destinées aux usages agricoles et industriels est en hausse constante, en raison de la raréfaction des prélèvements. Cela renforce l'importance des projets d'assainissement et des stations d'épuration comme solution stratégique pour faire face au stress hydrique et accompagner le développement local.

MÉDÉA

Des projets routiers et scolaires pour les zones rurales

Plusieurs projets structurants visant à désenclaver les zones rurales et à alléger la pression sur les établissements scolaires des communes de Beni-Slimane, Guelb El-Kebir et Sedraya viennent d'être achevés et mis en service, ont annoncé récemment, à l'APS, les services de la wilaya. Pour ce qui est du désenclavement, les autorités locales annoncent l'achèvement des travaux d'aménagement d'un tronçon routier reliant le village de Sekhairia à la RN 18, un axe stratégique desservant la commune de Beni-Slimane. Un second projet routier, permettant de relier plusieurs villages ruraux au chef-lieu de la commune de Sedraya, à l'est de Médéa, a également été réceptionné, renforçant ainsi l'accessibilité à cette zone enclavée. Parallèlement, les capacités d'accueil des établissements éducatifs des trois communes ont été renforcées afin de répondre à l'augmentation continue du nombre d'élèves. Au total, onze nouvelles classes d'extension ont été livrées. Il s'agit de six pour des écoles primaires de Guelb El-Kebir, trois pour celles de Beni-Slimane et deux au profit d'un établissement scolaire de la commune rurale de Sedraya. Dans le même cadre, deux cantines scolaires d'une capacité de 100 places chacune ont été réalisées et mises en service dans des écoles situées à Guelb El-Kebir et Sedraya, permettant d'améliorer les conditions d'accueil et de restauration des élèves. Il faut rappeler que ces réalisations s'inscrivent dans le cadre de la politique locale de soutien au développement des zones rurales et d'amélioration du service public au profit des citoyens.

OUARGLA

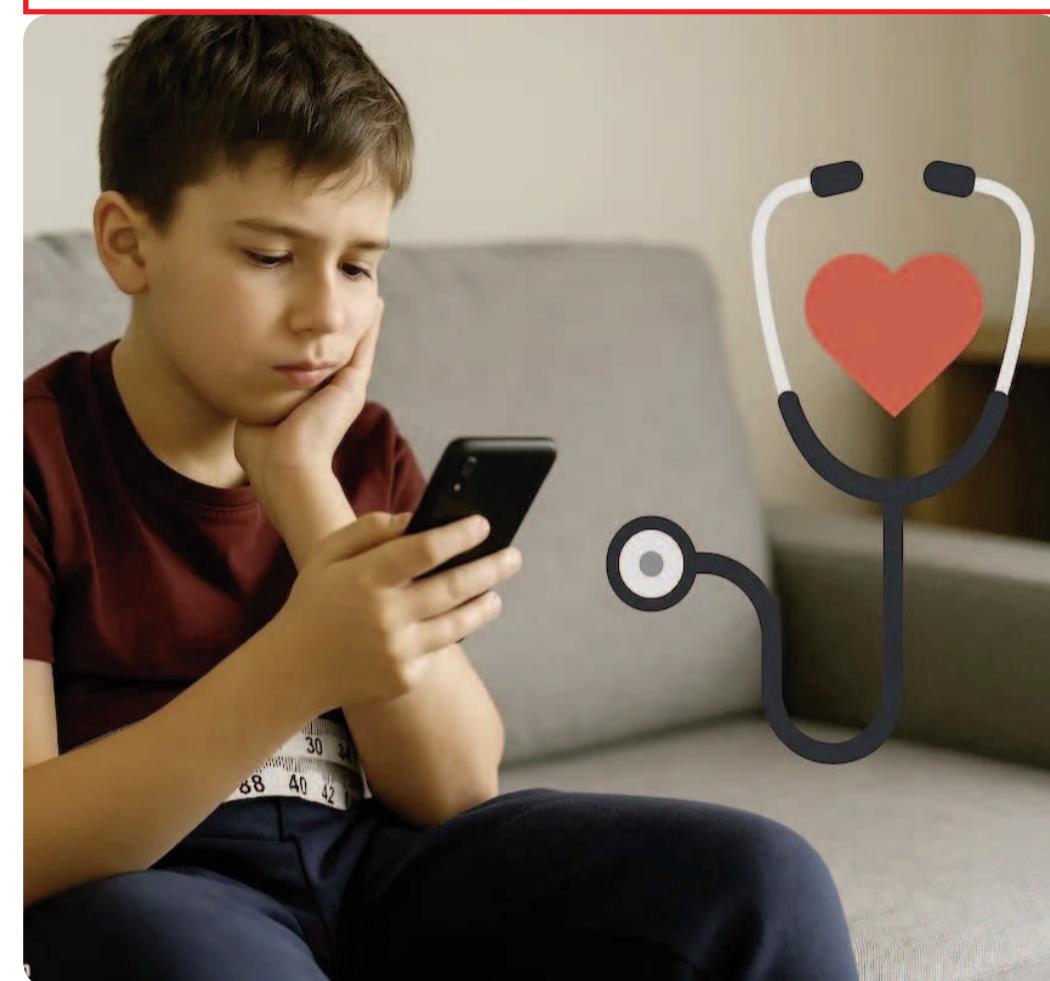
2^e édition du Salon international de l'agriculture saharienne

La wilaya d'Ouargla accueillera la 2^e édition du Salon international de l'investissement dans l'agriculture saharienne du 5 au 8 janvier prochain. Organisé sous le signe « Cultures stratégiques, garantes de la sécurité alimentaire », le Salon accueillera différents acteurs, professionnels et investisseurs agricoles. En marge de cette manifestation, un colloque sera animé par des enseignants universitaires et des chercheurs, ainsi que des représentants d'instituts nationaux dans les activités agricoles, annoncent dimanche des organisateurs. Parmi les thèmes d'étude, « les contraintes de l'agriculture saharienne », « les perspectives de développement de l'agriculture saharienne », « le patrimoine phénicien et les voies de sa valorisation », « l'investissement agricole et les énergies renouvelables », en plus d'autres thèmes en rapport avec les moyens de dynamisation de l'agriculture saharienne pour réaliser la sécurité alimentaire et soutenir l'économie nationale. Plusieurs opérateurs économiques, responsables d'entreprises publiques et privées, et représentants de sociétés étrangères spécialisées dans les semences et les produits phytosanitaires prendront part au Salon. Le Salon est organisé par la société « Souf-Foires » des salons et expositions, en coordination avec la direction locale des Services agricoles, la Chambre de l'agriculture d'Ouargla et l'Institut national de vulgarisation agricole.

Ce n'est plus à prouver, l'utilisation abusive des écrans représente un véritable fléau chez les enfants et adolescents.
En plus d'un développement cérébral perturbé, les écrans représentent aussi des risques cardiaques, révèle une nouvelle étude.

Par Amel B

De plus en plus d'études sur la santé des enfants face aux écrans révèlent des risques accrus d'obésité, de troubles du sommeil, et de problèmes cardiovasculaires avec l'augmentation du temps passé devant, notamment le matin, mais aussi des impacts sur le langage et le développement. Selon une nouvelle étude, qui met en lien le temps d'écran excessif et la santé cardiaque, publiée dans le Journal of the American Heart Association les scientifiques, « l'utilisation abusive des écrans représente un véritable fléau chez les enfants et adolescents. Un développement cérébral perturbé, qui se caractérise par exemple par un ralentissement du développement du langage chez les enfants en bas âge, un trouble de l'attention et de l'hyperactivité, un sommeil impacté ». C'est ce qu'expliquent des chercheurs danois qui ont démontré que les adolescents âgés de 10 à 18 ans qui passaient davantage de temps focalisés sur des écrans, comme les smartphones, les téléviseurs, les ordinateurs ou les consoles de jeux, étaient plus exposés à des troubles cardiométraboliques, tels que l'hypertension, un excès de cholestérol ou une résistance à l'insuline. En recueillant le temps passé devant un écran et les heures de sommeil de plus de 1000 enfants et adolescents, les scientifiques se



sont rendu compte que le risque de contracter une de ces maladies était plus élevé avec le temps. Concrètement, chaque heure supplémentaire passée devant un écran entraînait une hausse du risque global estimée à environ 0,08 écart type chez les jeunes de 10 ans, et à 0,13 écart type chez ceux de 18 ans, avec « 0 » étant un risque moyen et « 1 » un écart-type au-dessus de la moyenne. Selon les scientifiques, le sommeil influencerait également ces risques. « C'est un petit changement par heure, mais lorsque le temps passé devant un écran s'accumule à trois, cinq ou même six heures par jour,

comme nous l'avons vu chez de nombreux adolescents, cela s'additionne », a déclaré David Horner, chercheur à l'université de Copenhague au Danemark et auteur principal de l'étude, dans un communiqué de presse. Les scientifiques ont mis en avant un autre paramètre qui pourrait influencer le risque de problème cardiaque. L'étude dévoile ainsi qu'un sommeil réduit et des heures de coucher tardives renforcent les effets négatifs des écrans sur la santé du cœur. C'est la première étude à analyser le lien entre le temps passé devant les écrans et le risque cardiométrabolique chez les enfants et les adolescents. Elle reste

cependant observationnelle, ce qui suggère que d'autres recherches sur ce sujet sont nécessaires pour affirmer le lien entre le temps d'écran et la santé cardiaque chez les jeunes.

« Limiter le temps d'écran chez les enfants reste toutefois crucial car une exposition excessive nuit au sommeil, à la vision, au développement social et émotionnel (anxiété, dépression), à l'attention, aux apprentissages et augmente les risques d'obésité et de problèmes cardiaques, imposant des règles strictes par âge et un accompagnement parental pour un équilibre sain », estiment les experts..

A.B.

SERVICE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Meta s'associe à des médias

Le géant américain des technologies Meta a annoncé avoir conclu des partenariats avec plusieurs médias afin d'enrichir son service d'intelligence artificielle avec davantage d'actualités en temps réel, entre autres contenus. La société affirme avoir conclu des accords avec des médias comme CNN, Fox News et le Groupe Le Monde, l'éditeur d'un influent journal

français. Meta affirme que cette initiative permettra de fournir des informations actualisées et des liens provenant de sources de contenu plus diversifiées. Les détails des accords n'ont pas été divulgués. Meta a déclaré : « Les événements en temps réel peuvent être difficiles à suivre pour les systèmes d'IA actuels, mais en intégrant davantage de sources d'informa-

mation différentes, notre objectif est d'améliorer la capacité de Meta AI à fournir des informations et des contenus pertinents et dans les délais, avec une grande variété de points de vue et de types de contenus. » La société affirme qu'elle continuera à conclure de nouveaux partenariats. Les développeurs d'IA générative ont été visés par des poursuites judiciaires

intentées par certains médias pour utilisation non autorisée de leur contenu et violation des droits d'auteur. Parallèlement, les entreprises du secteur des technologies s'efforcent de nouer des partenariats avec des médias afin d'accéder à des contenus actualisés pour leurs services d'IA.

EN PLUS DU CERVEAU

Les écrans ont un impact sur le cœur des enfants, révèle une étude

BRÉSIL

Premier vaccin mondial à dose unique contre la dengue

Le Brésil a achevé avec succès les essais d'un vaccin à dose unique contre la dengue et est prêt à commencer ses livraisons vers les pays les plus vulnérables, a annoncé, jeudi, le recteur de l'université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), Roberto Medronho. « Nous avons créé un vaccin à un seul composant. De tels développements n'existaient pas dans le monde jusqu'à présent. Les gens n'auront plus besoin de retourner dans les centres de santé pour recevoir une deuxième ou une troisième dose », a expliqué M. Medronho. Le vaccin a été développé par l'institut Butantan, centre de recherche médicale à São Paulo, a-t-il précisé, ajoutant que plus d'un million de doses ont déjà été produites. « Bien que nous n'ayons pas encore (la capacité) de produire des millions de doses, nous collaborons déjà avec une entreprise chinoise qui nous assistera dans ce travail, notamment pour organiser les livraisons », a-t-il indiqué, relevant que « les Brics en tirent un grand bénéfice, car ce sont principalement les pays des zones tropicales qui souffrent de la dengue ». En 2024, le Brésil avait déjà lancé la première campagne de vaccination de son histoire contre la dengue suite à une forte augmentation du nombre de cas. La dengue est une maladie tropicale dangereuse. Elle est arrivée au Brésil à la fin du 19^e siècle depuis l'Asie du Sud-Est. Avant l'apparition du vaccin, la seule méthode efficace pour lutter contre les épidémies de dengue était la destruction des habitats de ses vecteurs, les moustiques.

BANQUE DE CERVEAUX D'AMSTERDAM

Plus de 5 000 cerveaux et une renommée mondiale

Crée en 1985 à Amsterdam par un professeur de neurobiologie, la Banque de cerveaux abrite une collection unique de cerveaux. En fournissant des fragments de tissus cérébraux aux laboratoires de recherche du monde entier, elle contribue à améliorer la connaissance de cet organe mystérieux, souligne le quotidien néerlandais « NRC ». Deux mains gantées soulèvent précautionneusement le couvercle du seau blanc. On s'attendrait à y trouver de la peinture, mais c'est l'hémisphère droit d'un cerveau, une masse brune et nervurée, qui est extraite d'un liquide brunâtre. Quelques morceaux de l'hémisphère gauche flottent également à la surface. Et dire qu'il y a peu encore l'organe qui se trouve dans ce seau contenait les rêves, les pensées et les souvenirs d'un être humain ! Bienvenue à la Banque de cerveaux néerlandaise, un bâtiment du sud-est d'Amsterdam où des cerveaux humains sont conservés dans quelque 5 300 seaux. Le 18 septembre dernier, l'institution a soufflé ses 40 bougies. C'est en 1985 qu'un professeur de neurobiologie, Dick Swaab, a fondé la Banque de cerveaux pour mener ses recherches sur la maladie d'Alzheimer. Au début, il recrutait des donneurs dans les maisons de retraite et prélevait le plus souvent lui-même, la nuit, le cerveau des donneurs défunt. Aujourd'hui, la Banque compte une collection riche de plus de 5 000 cerveaux provenant d'individus souffrant de la maladie d'Alzheimer, de celle de Parkinson, de sclérose en plaques ou de troubles psychiatriques, et aussi de personnes saines.

BÉNIN

La CEDEAO annonce le déploiement d'une force régionale

Le communiqué de la CEDEAO souligne que la Force interviendra en appui au gouvernement et à l'armée républicaine pour préserver l'ordre constitutionnel et l'intégrité territoriale du Bénin.

Dans un deuxième communiqué publié dimanche soir après la tentative de coup d'État avortée au Bénin, la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a annoncé « le déploiement immédiat » de militaires de la force en attente de l'organisation dans le pays. Selon le communiqué, cette décision émane de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'institution. « La force régionale sera composée de troupes provenant de la République fédérale du Nigéria, de la République de Sierra Leone, de la République de Côte d'Ivoire et de la République du Ghana », précise le texte. Le communiqué signale également que la Force interviendra en appui au gouvernement et à l'armée républicaine pour préserver l'ordre constitutionnel et l'intégrité territoriale du Bénin. Ce communiqué de la CEDEAO a été diffusé peu après une apparition du président Patrice Talon sur la télévision nationale. Dans sa déclaration, le chef d'État béninois a indiqué qu'un groupuscule de « soldats, sous prétexte de revendications fallacieuses, a entrepris une mutinerie à l'effet de s'attaquer aux institutions de la République et de déstabiliser notre nation ». Patrice Talon a indiqué que les



forces armées béninoises ont mis en échec ces « aventuriers ». Le président béninois a ajouté que l'armée a repris les positions occupées par les mutins et stoppé leurs dernières poches de résistance. « Cette forfaiture ne restera pas impunie », a fermement insisté le président Talon. Dans son allocution, le président béninois a aussi laissé entendre qu'il y a eu des victimes dans la tentative de coup d'État. Il a par ailleurs assuré que l'armée met tout en œuvre pour retrouver sains et saufs, les otages actuellement entre les mains des mutins

en fuite. De son côté, l'ONU a condamné la tentative de coup d'État au Bénin et exprimé sa préoccupation face à l'évolution de la situation dans le pays. Dans un communiqué publié dimanche par le Bureau de la communication stratégique et de l'information publique des Nations unies, il est indiqué que Leonardo Santos Simão, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, suit « avec une profonde inquiétude » la tentative de coup d'État menée ce dimanche par un groupe de sol-

dats au Bénin. Le communiqué précise que Simão « condamne fermement » cette action, qu'il qualifie de violation de la Constitution et de l'État de droit, constituant une menace grave pour la stabilité du pays. Simão se dit également satisfait des informations confirmant l'échec de la tentative de putsch et réaffirme son soutien au gouvernement béninois, au président Patrice Talon et au peuple du Bénin. Le texte souligne que le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) poursuivra son soutien aux efforts du Bénin pour renforcer la paix, la démocratie et la stabilité, en coordination avec ses partenaires régionaux. Pour rappel, un groupe de soldats s'était présenté à la télévision d'État comme le « Comité militaire pour la Refondation », annonçant la dissolution du gouvernement et la prise du pouvoir. Le groupe, dirigé par le lieutenant-colonel Pascal Tigri, avait également déclaré la destitution du président Patrice Talon et de toutes les autorités de l'État. Le ministre béninois de l'Intérieur, Alassane Seidou, avait toutefois assuré que la réaction des Forces armées et de leur hiérarchie avait permis de maintenir le contrôle et de faire échouer la tentative de putsch.

**SELON LE PREMIER MINISTRE HONGROIS
« L'UE est en train de sombrer dans la corruption »**

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a affirmé vendredi que l'Union européenne était « noyée sous la corruption », alors qu'une enquête pour fraude présumée concernant des formations financées par l'UE pour de jeunes diplomates se poursuit. « L'UE est noyée sous la corruption. Des commissaires sont confrontés à de graves accusations, la Commission et le Parlement sont plongés dans le scandale, et pourtant Bruxelles continue de se targuer d'être irréprochable sur le plan moral », a déclaré Orban dans un message publié sur le réseau social américain X, basé aux États-Unis. Cette déclaration intervient après l'arrestation, mardi, par la police judiciaire fédérale belge, de Federica Mogherini, ancienne haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, d'un membre du personnel du Collège d'Europe à Bruges et d'un haut fonctionnaire de la Commission européenne. Le Parquet européen, EPPO, a indiqué que l'enquête portait sur la question de savoir si les critères de sélection confidentiels de l'Académie diplomatique de l'UE, un programme de formation de neuf mois destiné aux jeunes diplomates et attribué au Collège d'Europe pour l'année 2021-2022, avaient été divulgués de manière inappropriée avant la publication officielle de l'appel d'offres. « L'UE devrait dénoncer la corruption en Ukraine, mais une fois de plus, c'est toujours la même histoire : Bruxelles et Kiev se protègent mutuellement au lieu d'affronter la vérité », a également écrit Orban. Le mois dernier, les agences anticorruption ukrainiennes ont mis au jour un vaste système de corruption dans le secteur de l'énergie, impliquant le détournement d'au moins 100 millions de dollars, notamment au sein du fournisseur d'énergie nucléaire public Energoatom. Cette affaire a entraîné la démission de plusieurs personnalités, dont le ministre de l'Énergie et le chef de cabinet du président Volodymyr Zelensky. La lutte contre la corruption est essentielle si l'Ukraine souhaite faire progresser sa candidature à l'adhésion à l'UE, qui a officiellement ouvert les négociations d'adhésion avec Kiev en juin 2024.

LE SOUDAN AFFIRME

Les FSR doivent se désarmer et se retirer des villes pour tout règlement politique

Le ministre soudanais de la Justice, Abdullah Dirif, a déclaré dimanche que son gouvernement est prêt à engager un dialogue politique pour mettre fin à la guerre qui ravage le pays depuis 20 mois, mais qu'un règlement n'est possible que si les Forces de soutien rapide (FSR) déposent les armes, se retirent des grandes villes et rendent le contrôle sécuritaire aux autorités de l'État. Intervenant lors d'un panel de discussion au Doha Forum 2025, Dirif a affirmé qu'aucun progrès vers la paix n'est envisageable tant que les FSR occupent des zones urbaines et disposent d'armes lourdes. « Comment pouvons-nous discuter de paix et de vérité alors qu'il y a des armes entre les mains de criminels et de terroristes ? », a-t-il lancé. Présentant les conditions

poséées par Khartoum pour un cessez-le-feu et des négociations politiques, le ministre a déclaré que les rebelles « doivent accepter de remettre leurs armes dans des zones précises, quitter toutes ces villes, et laisser la police reprendre le contrôle ». Il a ajouté que le gouvernement reste ouvert aux médiations régionales et internationales, tout en accusant les FSR de ne pas respecter leurs engagements. « La dernière initiative que nous avons signée était la Déclaration de Djeddah. Mais cette milice n'a pas respecté ce sur quoi nous nous étions mis d'accord », a-t-il affirmé. En mai 2023, l'armée soudanaise et les FSR avaient conclu à Djeddah un accord visant à protéger les civils, sous médiation des États-Unis et de l'Arabie saoudite. Plusieurs

cessez-le-feu ont été établis par la suite, mais les violations répétées des deux camps et les accusations mutuelles ont poussé Washington et Riyad à suspendre leur médiation. Le 26 octobre, les FSR ont pris le contrôle d'El-Fasher, capitale de l'État du Darfour-Nord, et ont été accusées de massacres contre des civils, entraînant le déplacement de plus de 40 000 personnes, selon des rapports locaux et internationaux. Le groupe rebelle contrôle désormais les cinq États du Darfour sur les 18 que compte le Soudan, tandis que l'armée tient la majorité des 13 autres États, dont la capitale, Khartoum. La guerre civile entre l'armée soudanaise et les FSR, déclenchée en avril 2023, a fait des milliers de morts et des millions de déplacés.

Grèce

17 morts dans le naufrage d'une embarcation de migrants

Dix-sept migrants, tous des hommes, ont été retrouvés morts samedi après le naufrage de leur embarcation au sud de l'île grecque de Crète, a indiqué une porte-parole des garde-côtes grecs. « Deux survivants dans un état critique ont été hospitalisés », selon la porte-parole. Des autopsies doivent être réalisées alors que les circonstances du naufrage ne sont pas connues. Selon la chaîne de télévision publique ERT, les corps des migrants ont

été retrouvés à l'intérieur de l'embarcation qui prenait l'eau et était en partie dégonflée. L'hypothèse d'une hypothermie ou d'une déshydratation est donc examinée par les médecins légistes, selon ERT. L'embarcation a été découverte à 26 milles nautiques au sud-ouest de la Crète, selon les autorités grecques. Un cargo battant pavillon turc a repéré l'embarcation en fin d'après-midi et averti les autorités grecques, a précisé l'agence de pres-

se grecque Ana. Selon les garde-côtes grecs, deux navires des garde-côtes, un de l'agence européenne Frontex, trois navires de passage, ainsi qu'un hélicoptère Super Puma et un avion de Frontex, se sont rendus sur les lieux du naufrage. Les deux survivants ont indiqué que l'embarcation était devenue instable en raison du mauvais temps et qu'il n'y avait aucun moyen de se couvrir ni de se nourrir ou de s'hydrater, selon cette même source.

COUPE ARABE FIFA 2025/ALGÉRIE-IRAK (18 H, KHALIFA INTERNATIONAL STADIUM)

Les Verts pour valider leur billet et viser la première place

L'équipe nationale A algérienne s'apprête à disputer, ce soir à partir de 18 h (heure algérienne), son troisième et dernier match de la phase de poules de la Coupe arabe FIFA 2025.

Par Marouane A.

Un rendez-vous décisif face à une solide formation irakienne, leader du groupe D, au mythique Khalifa International Stadium d'Al Rayyan, où les Verts joueront leur qualification pour les quarts de finale. Après un nul frustrant face au Soudan (0-0) lors de la première journée, suivi d'un succès éclatant devant le Bahreïn (5-1), les protégés de Madjid Bougherra comptent quatre points au compteur. Une position plutôt favorable avant d'affronter l'Irak, qui caracole en tête avec six points grâce à deux victoires successives. Pour l'EN A, la mission est double : gagner pour s'emparer définitivement de la première place, ou faire match nul, ce qui assurerait également la qualification, mais en conservant la deuxième place du groupe. Les Verts ont donc plusieurs cartes en main, mais devront rester vigilants. Même en cas de



défaite, la porte des quarts n'est pas totalement fermée, à condition que le revers ne soit pas lourd, et que le Soudan ne batte pas le Bahreïn par trois buts d'écart (3-0 ou plus). Actuellement, l'Algérie possède un avantage intéressant : une différence de buts de +4, largement supérieure à celle du Soudan (-2). En cas d'égalité parfaite au classement, les critères entreront en jeu : Résultat du face-à-face (0-0 entre Algérie et Soudan), différence de buts générale, nombre de buts marqués, fair-play, classement FIFA en dernier recours.

SAYOUD ET KHACEF INCERTAINS : BOUGHERRA A DES SOLUTIONS

Les Irakiens, auteurs d'un sans-faute jusque-là, aborderont cette rencontre avec

l'ambition d'enchaîner un troisième succès consécutif. Leur efficacité offensive, leur agressivité dans les duels et leur capacité à gérer les temps faibles en font un adversaire redoutable, et Bougherra en est parfaitement conscient. Le sélectionneur algérien n'a d'ailleurs rien laissé au hasard : il a visionné plusieurs vidéos des deux matchs irakiens, étudié leur animation offensive, et analysé leurs points faibles afin de bâtir un plan de jeu solide. Lors des dernières séances d'entraînement, deux joueurs importants n'ont pas pu travailler avec le groupe : Amir Sayoud, maître à jouer au pied soyeux, Naoufel Khacef, latéral gauche aux projections indispensables. Tous deux souffrent de pépins physiques et ont dû se

GROUPE A LA PALESTINE ET LA SYRIE PASSENT

Les sélections palestinienne et syrienne de football ont validé leur billet pour les quarts de finale de la Coupe arabe FIFA Qatar 2025 (1-18 décembre), à l'issue du nul vierge (0-0) ayant soldé leur confrontation, disputée dimanche soir au stade de la Cité de l'Éducation à Al-Rayyan, comptant pour la 3^e et dernière journée (Gr. A).

Les deux équipes terminent ensemble en tête avec 5 points chacune, mais avec une différence de buts générale favorable à la Palestine. Dans l'autre match de la poule A, disputé au même horaire au stade Al-Bayt à Doha, la Tunisie s'est imposée face au Qatar (3-0). Les "Aigles de Carthage", finalistes de la précédente édition 2021,

ont ouvert le score par Ben Romdane (16^e) avant de faire le break en seconde période grâce à Meriah (62^e). Ben Ali a surgi dans le temps additionnel pour ajouter le troisième but (90^e+5). La Tunisie a terminé la partie en infériorité numérique après l'expulsion de l'attaquant Jaziri (65^e). Les Tunisiens, éliminés, terminent ainsi à la troisième place avec 4 points, alors que le Qatar ferme la marche avec un seul point. La Palestine rencontrera jeudi, en quart de finale, prévue au stade Lusail (18 h 30, heure algérienne), le deuxième du groupe B, alors que la Syrie affrontera également jeudi le leader du groupe B, au stade Khalifa International (15 h 30).

ESPAGNE RETOUR TRÈS MOYEN DE ZIDANE EN CHAMPIONNAT

Après avoir été écarté en Liga 2 pendant quelques matchs, Luca Zidane a reconquis sa place avec un excellent match en coupe, mais il a pris un but casquette hier face à Ceuta. De retour en tant que titulaire en championnat, il a vu son club dominer la première période pour mener 1-0 grâce à un but de Pedro Aleman, mais Luca Zidane va encaisser un but sur coup franc juste avant la mi-temps. C'est un coup franc excentré sur le côté droit du gardien, bien bâti par Cristian Rodriguez mais sur le gardien algérien qui n'avait qu'à repousser des poings. Pourtant le ballon lui passe au-dessus de la tête, semblant être gêné par un de ses défenseurs (40^e). En deuxième mi-temps, il se rattrape un peu avec un autre arrêt du bout de la main gauche, mais le Granada FC doit se contenter d'un match nul 1-1 à domicile.

COUPE DU MONDE 2026

Calendrier chargé pour la délégation algérienne à Washington

La délégation algérienne, présente à Washington (États-Unis), en marge du tirage au sort de la Coupe du monde 2026 (11 juin-19 juillet), a pris part, samedi, à une série d'ateliers et de rencontres organisés en marge de l'événement, a indiqué la Fédération algérienne (FAF), dimanche dans un communiqué. "La journée a débuté par un séminaire dédié aux sélections qualifiées (Team Seminar), auquel ont

participé l'entraîneur adjoint Davide Morandi, le coordinateur général des équipes nationales Brahim Belyacine, l'officier média Saïd Fellak, l'administrateur de l'équipe nationale Kamel Grine, ainsi que l'officier de sécurité Abdelkrim Hali", précise le communiqué. À l'issue du tirage au sort, l'Algérie a hérité du groupe J, en compagnie de l'Argentine (tenante du titre), de l'Autriche, et de la Jordanie.

"En présence de représentants des trois pays hôtes (États-Unis, Canada et Mexique), le secrétaire général de la FIFA, Mattias Grafstrom, a présenté une vue d'ensemble de l'organisation de cette première édition du Mondial à 48 nations", ajoute la même source. De son côté, le sélectionneur national Vladimir Petkovic a pris part à une réunion regroupant l'ensemble des 48 sélectionneurs qualifiés

pour la Coupe du monde. Un autre atelier, consacré aux volets billetterie, hospitalité et transport, a mobilisé les différentes délégations afin de préparer au mieux les aspects logistiques de la compétition. Enfin, "l'après-midi a été consacré à plusieurs workshops thématiques portant sur la communication et la promotion de la compétition, la logistique, l'organisation des activités des équipes ainsi que la sécurité."

BASKET 3X3/COUPE D'AFRIQUE 2025 L'EN SE CLASSE À LA 4^e PLACE

La sélection masculine algérienne de basketball 3x3 s'est contentée de la 4^e place en Coupe d'Afrique 2025 à l'issue de sa défaite devant son homologue du Rwanda par (13-21), en match de classement pour la 3^e place, joué dimanche à Antananarivo (Madagascar). Les "Verts" s'étaient auparavant inclinés en demi-finale de la compétition devant la sélection de Madagascar (pays organisateur), sur le score de 21-14, alors que l'autre demi-finale s'est terminée en faveur de l'Égypte aux dépens du Rwanda (22-12). Versés dans le groupe A, les basketteurs algériens ont bouclé la phase de poules avec deux victoires, respectivement, devant les Seychelles (21-18) puis la RD Congo (21-08), avant de battre la Tunisie en quart de finale par (21-11). En finale, Madagascar a pris le meilleur sur l'Égypte sur le score de (21-20). Les quarts de finale, demi-finales et finale de la Coupe d'Afrique 2025 se sont déroulés ce dimanche dans la capitale malgache.

TENNIS

Un club de tennis créé à Sidi Bel-Abbès

Le Club de tennis Sidi Bel-Abbès (CTS), dédié à la promotion et à la pratique du tennis au niveau local, a été créé, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAT) dans un communiqué. "La création du CTS a été officielle lors d'une séance de travail tenue samedi à

Sidi Bel-Abbès en présence de plusieurs responsables sportifs, dont le membre de la Fédération (FAT), Oussama Zerriouh, le directeur de l'école régionale de football, Issaad Abdelkrim ainsi que le directeur des regroupements au sein de la même structure, Abderahim Chiali", a précisé

l'instance fédérale. Selon la même source, cette initiative intervient sous l'impulsion du directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya, Badreddine Gharbi, dont l'engagement a contribué à concrétiser ce projet visant à renforcer la pratique du tennis sur le plan local. "La

création du CTS s'inscrit dans la dynamique de développement de cette discipline, notamment par la promotion de la pratique chez les jeunes, la structuration de la formation sportive et le soutien aux compétitions régionales", a encore détaillé la FAT.

ESPAGNE

LE REAL MADRID SURPRIS PAR VIGO

À trois jours d'un choc européen face à Manchester City, le Real Madrid, réduit à neuf en fin de match, a été humilié dimanche sur sa pelouse par le Celta Vigo (2-0), laissant le FC Barcelone s'échapper en tête. Cette fois-ci, c'est bien la crise à la Maison Blanche. Sans envie et sans inspiration, le géant espagnol (2^e, 36 points), glacé par un doublé du jeune Suédois Williot Swedberg (53^e, 90^e+3), a concédé sa première défaite de la saison à domicile, et compte désormais quatre longueurs de retard sur le Barça. Les hommes de Xabi Alonso, dépassés dans le jeu et frustrés par certaines décisions arbitrales, ont terminé la rencontre à neuf après les expulsions des deux latéraux espagnols Fran Garcia (65^e) et Alvaro Carreras (90^e+2), sous les sifflets de leur public.

"Nous sommes tous énervés. Évidemment ce n'était pas le match que nous voulions. La blessure de Militao nous a fait mal, émotionnellement on a eu du mal à s'en remettre. On doit essayer de tourner la page le plus rapidement possible", a réagi le technicien basque. "Ce ne sont que trois points. Le championnat reste encore très long. La chance que nous avons, c'est que mercredi nous avons un match de Ligue des Champions contre City pour réagir et

nous remettre en selle", a-t-il ajouté. Les Merengues ont, avant cela, livré une performance collective insuffisante, voire inquiétante pour leur retour au stade Santiago Bernabéu après six matchs de suite à l'extérieur. Et ils n'ont pas pu être sauvés par leur buteur providentiel Kylian Mbappé, bien contenu par la défense adverse et imprécis devant le but lorsqu'il en a eu l'occasion. L'attaquant français, auteur d'un superbe doublé mercredi à Bilbao (3-0) dans ce qui ne fut qu'un sursaut éphémère pour le géant madrilène, a eu la balle de l'égalisation au bout du pied droit mais sa tentative de lob a terminé au-dessus de la barre (74^e). Déjà fragilisé après une série de trois matches nuls consécutifs en championnat, l'entraîneur merengue Xabi Alonso sera sous une immense pression mercredi pour la réception du Manchester City de Pep Guardiola et Erling Haaland. Corrigé (3-0) par le promu Elche (9^e, 19 points) plus tôt dans l'après-midi, Gérone (18^e, 12 points) s'est un peu plus dirigé vers la descente. C'est la deuxième défaite de la semaine pour le petit club catalan, éliminé dès les 32^{es} de finale de la Coupe du Roi par Ourense, pensionnaire de troisième division, la huitième toutes compétitions confondues.

FRANCE

L'OL DÉFAIT À LORIENT

L'Olympique lyonnais était aux prises, dimanche soir, à l'occasion de la 15^e journée de Ligue 1. Une rencontre compliquée pour les Gones qui n'ont pas réussi à trouver la solution face aux Merlus. C'est dans un climat pluvial que le Moussoir accueillait l'OL. Et cela présageait déjà la difficulté que les Gones auront à s'extirper du piège des Merlus.

Alors que Lyon tenait le ballon à l'entame, c'est Lorient qui allumait la première mèche avec une frappe de Jean-Victor Makengo déviée par Dominik Greif (9^e). L'OL avait toutefois toujours la possession, mais manquait de justesse dans le dernier geste. Le contraire des Bretons qui se montraient de plus en plus incisifs sur les buts de Greif. Le gardien slovaque était d'ailleurs sur la trajectoire pour capter une tête de Sambou Soumano (30^e). Une énième occasion lorienteuse qui sonnait les Gones et Nicolas Tagliafico qui adressait un centre à Martin Satriano dont la tête était déviée en corner par une belle manchette d'Yvon Mvogo (31^e). Le match s'enflammait enfin avec un

coup de Pablo Pagis sur le poteau de Greif (36^e) suivi d'un énorme retour de Mvogo pour enlever une balle (65^e). Les Gones n'abandonnaient pas, malgré leur infériorité numérique, et prenaient toujours le risque d'ouvrir le jeu dans le dernier quart d'heure. Le gardien lorienteais mettait encore en échec Afonso Moreira (85^e) avant de voir Kouassi manquer le break dans la foulée de l'autre côté (86^e). Le score ne bougeait pas jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre qui validait cette nouvelle contre-performance de l'OL. Avec cette nouvelle défaite, l'Olympique Lyonnais (5^e, 24 pts) ne bouge pas au classement, mais voit désormais sa position menacée. De l'autre côté, le FC Lorient (15^e, 17 pts) enchaîne une deuxième victoire consécutive et s'éloigne davantage de la zone rouge.

L'OL N'Y ARRIVE PAS, LORIENT S'OFFRE UN GROS COUP

En seconde période, les hommes de Paulo Fonseca essayaient de percer la défense adverse sans succès. Lorient, de son côté, ne manquait pas d'apporter plus de danger sur le camp lyonnais. La première opportunité de ce second acte était encore pour les Merlus avec une tentative de Makengo qui s'écrasait à nouveau sur le poteau (64^e). L'OL s'illustrait juste après sur une frappe de Pavel Sulc qui n'atteignait pas le cadre

Santos, club formateur de Neymar où la star auriverde a fait son retour cette année, a arraché son maintien en championnat dimanche lors de la 38^e et dernière journée en battant le Cruzeiro 3-0. Plusieurs fois dans la zone rouge cette saison, le "Peixe" (poisson), surnom du club situé sur la côte de l'État de São Paulo, avait déjà fait un grand pas vers le maintien plus tôt dans la semaine avec un triplé de l'ancien atta-



ITALIE

Naples dispose de la « Juve » et devient leader

Naples est repassé en tête de la Serie A grâce à son succès (2-1) face à la Juventus Turin dimanche soir, tandis que l'AS Rome a concédé pour la première fois cette saison une deuxième défaite de suite, à Cagliari (1-1).

Le Napoli a dû s'y reprendre à deux fois, mais il a fini par couler la Juve et gâcher le retour de Luciano Spalletti, entraîneur du scudetto 2023 de Naples, au stade Diego-Armando-Maradona. Les champions d'Italie en titre n'ont pas perdu de temps et ont pris l'avantage dès la 7^e minute grâce à Rasmus Højlund à la réception d'un centre de David Neres. Le Napoli aurait pu doubler la mise à la 25^e minute, mais la reprise de Giovanni Di Lorenzo a été stoppée par Michele Di Gregorio. La Juve, longtemps bousculée, a fini par reprendre ses esprits grâce, comme souvent, à son prodige turc Kenan Yıldız qui a égalisé (59^e) au terme d'une belle combinaison avec Weston McKennie. Le dernier mot est revenu à Naples qui a repris l'avantage sur un but de la tête de Højlund (78^e), le quatrième de l'attaquant danois depuis qu'il a quitté Manchester United. Grâce à cette troisième victoire de suite en Serie A, les champions d'Italie ont repris les commandes au classement avec 31 points, soit un de plus que l'In-

ter (2^e), impressionnant contre Côme (4-0) samedi, et trois de plus que l'AC Milan (3^e). La Juventus reste 7^e, mais accuse huit points de retard sur son adversaire du jour.

"UNE BATAILLE, PAS UN MATCH DE FOOT."

L'AS Rome n'a de son côté pas digéré sa défaite à domicile du week-end dernier face à Naples : leader de la Serie A après la 12^e journée, la Roma, méconnaissable, a été dominée par Cagliari. L'exclusion de Zeki Çelik dès la 52^e minute, pour avoir fauché le très remuant Michael Folorunsho, n'explique pas, seule, la défaite romaine. Le gardien de la Roma Mile Svilar a longtemps retardé l'échéance en s'interposant devant Sebastiano Esposito (26^e) et Adam Obert (59^e).

Mais il a fini par céder sur une reprise de Gianluca Gaetano, pourtant excentré (82^e). "C'était une bataille, pas un match de foot habituel. Difficile de construire quelque chose dans ces conditions, nous n'avons pas réussi à prendre le dessus sur le plan technique, contre une équipe qui balançait de longs ballons devant", a regretté Gian Piero Gasperini. Son équipe reste 4^e (27 points) après le nul de Bologne (5^e, 25 pts) sur le terrain de la Lazio (1-1), mais elle est en train de perdre le contact avec les autres candidats au titre. Cagliari, qui n'avait plus gagné depuis le 19 septembre et à domicile depuis le 13 septembre, s'est replacé à la 14^e place (14 pts), avec quatre points d'avance sur le premier relégable

Il réussit le maintien avec Santos : Neymar devra se faire opérer

quant de Barcelone et du Paris SG contre Juventude (3-0). Diminué par une douleur au ménisque du genou gauche, Neymar, 33 ans, a disputé les 90 minutes contre le Cruzeiro dimanche, même si cette fois il n'a pas marqué de but. À l'issue de la rencontre, l'ancien joueur du PSG (2017-2023) a annoncé qu'il allait se faire opérer. "Je suis venu ici pour essayer d'aider du mieux que je pouvais", a-t-il déclaré à l'issue du match. "Ces dernières

semaines ont été difficiles pour moi. J'étais au plus bas moralement. Je suis reconnaissant envers tous ceux qui m'ont aidé à me remettre sur pied. Sans eux, je ne pourrais jamais jouer ces matchs. Et merci à Dieu. Ces blessures, ce problème au genou... Maintenant, il est temps de se reposer. Et ensuite, on se fera opérer du genou." Blessé mi-septembre à la cuisse droite, l'attaquant avait fait son retour début novembre. "Santos mérite bien

mieux, il mérite d'être toujours au sommet", a réagi Neymar après la rencontre. Neymar ne s'est pas prononcé sur son avenir alors que son contrat se termine fin janvier. "Je ne sais pas", a-t-il balayé. "Je leur ai demandé d'attendre après ces matchs, maintenant je veux me reposer une semaine, oublier le football. Mais, évidemment, mon cœur appartient toujours à Santos. Je ferai passer Santos en premier.

LES MOTS CROISÉS

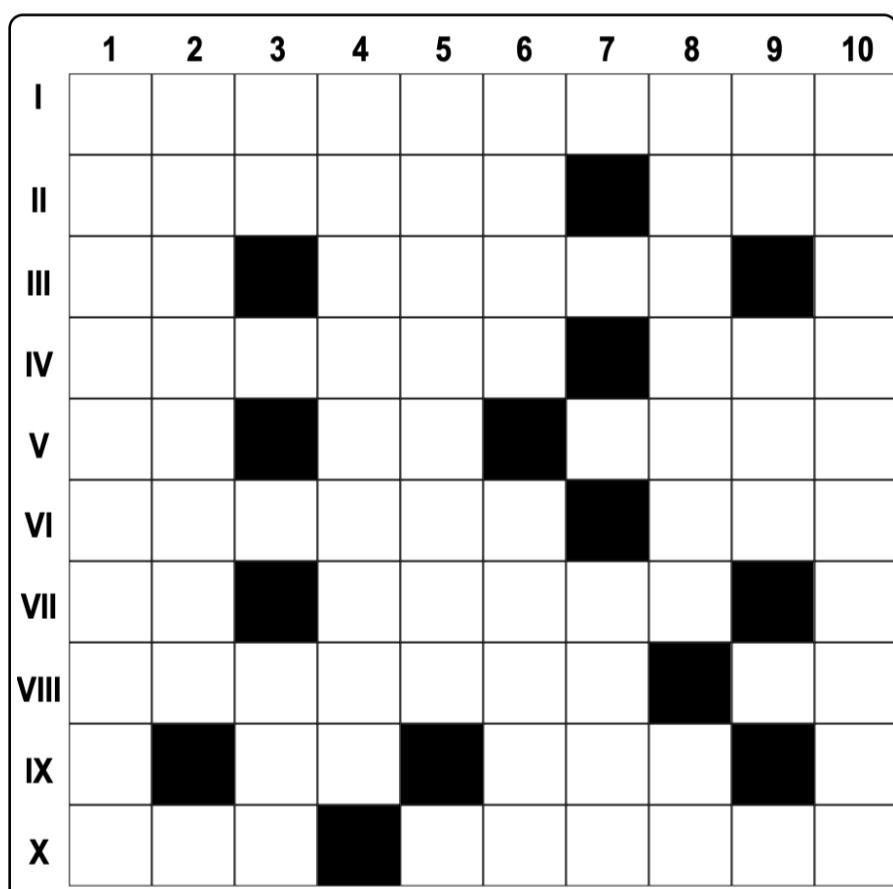
LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTAL ELEMENT

I. Déremboursé à tout-va par les temps qui courrent. II. Essentiel pour un bon diagnostic. Exprime l'indifférence. III. Article. Versée depuis peu au médecin qui exerce en zone sous-médicalisée. IV. Un lieu d'exercice pour médecins haut gradés. Un vaccin administré au cabinet. V. Non communiqué. Grand dieu. Princesse de Kiev. VI. Elle stridule dans tout le bassin méditerranéen. Parti politique. VII. Vieille langue. Col des Alpes. VIII. Ses patients sont morts, mais il les soigne quand même. Etat idéal pour un examen clinique. IX. Conifère. Attendri. X. Chevalier en jupons. Maladie humaine à qui l'on donne parfois des noms d'oiseaux.

VERTICAMENT

1. Çan'est pas une dépression passagère.
2. Illégal pour le
- médecin marron.
3. Accord russe.
4. Quand il est médical,
- c'est une nécessité absolue d'agir.
5. Une base alimentaire que
- tout médecin doit conseiller.
6. On en met dans la tisane...ou dans
- le pastis.
7. Greffer.
8. Mousse.
9. Stupéfait.
- A l'entendre, il est riche.
9. Volonté enfantine.
- Ces produits sont-ils bons pour la santé ?
10. Un autre nom pour le médecin.



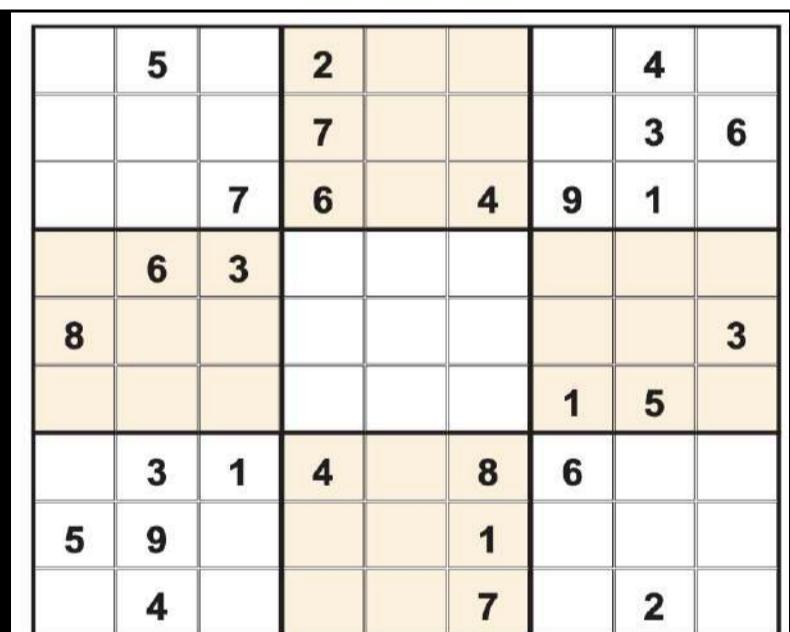
MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : espérance

ADDITIF	COSTAUD	MESQUIN	REVEILLON	TESSON
ARCHIPEL	COTON	MORDANT	SAPIN	TOCSIN
BIELLE	DECORER	MURMURE	SAVON	TORDU
BLAQUE	DIVISER	MYTHE	SKIEUR	TOTEM
BLANC	GLOBAL	NEIGE	STATION	VIVRE
CADEAU	HUGER	QUESTION	TACHIN	VOLANTE

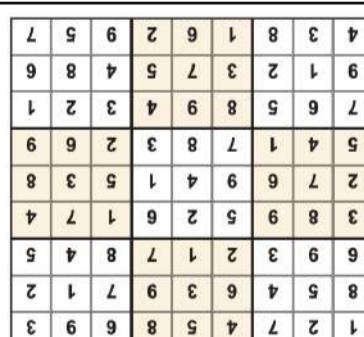


**S
O
D
O
K
O**



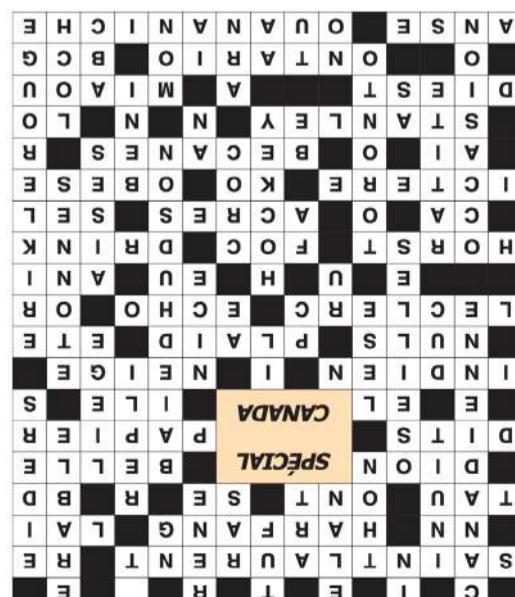
SUDOKO

- LES MOTS CROISÉS



SOLUTION

LES MOTS FLECHÉS



"MERCI DE RÊVER AVEC NOUS"

Laila Abbas signe un premier long-métrage délicat et maîtrisé

Présenté en compétition au 12^e Festival international du film d'Alger, Merci de rêver avec nous, premier long-métrage de la réalisatrice palestinienne Laila Abbas, s'impose par son regard intime sur deux sœurs confrontées à l'héritage familial, et par une mise en scène d'une remarquable précision.

Par Samy Terki

Avec Merci de rêver avec nous, Laila Abbas rejoint la nouvelle génération de cinéastes palestiniens qui renouvellent les récits du pays, en déplaçant le regard vers l'intime, les tensions familiales et les trajectoires individuelles. Projeté samedi soir à la salle Ibn-Zeydoun dans le cadre de la compétition fiction du 12^e Alger International Film Festival (AIFF), le film suit deux sœurs de Ramallah, Noura et Mariam, plongées dans les incertitudes qui suivent la mort de leur père. L'héritage, enjeu au cœur du récit, sert ici de point d'entrée vers quelque chose de plus vaste, la manière dont se tissent ou se distendent les liens fraternels, comment les responsabilités se répartissent, et comment le monde domestique devient un espace où se rejouent les rapports de solidarité, de rivalité ou de protection. Sans exclure les figures masculines, Laila Abbas choisit un prisme résolument féminin, observant avec attention les façons dont les femmes négocient leur place au sein de la famille et de la société. Dès les premières séquences, le film impose une intimité rare. La réalisatrice laisse le temps aux gestes, aux regards et aux silences, sans jamais les surcharger. Cette économie d'effets, assumée, donne au récit une impression de vérité presque documentaire, sans pour autant renon-



cer à une construction dramatique solide. Chaque personnage avance avec ses propres contradictions, et les décisions des deux sœurs dessinent peu à peu les contours d'identités fragiles, parfois heurtées, toujours crédibles. Le mélange de drame et de touches comiques crée un équilibre qui évite au film de verser dans la gravité continue. La légèreté affleure par moments, comme une respiration nécessaire. Ce ton juste, qui ne force jamais la sincérité, est l'un des points forts du scénario, particulièrement maîtrisé pour une première œuvre. La mise en scène accompagne cette finesse. La caméra, souvent en mouvement, suit les per-

sonnages de près, mais sans les presser. Elle se glisse dans les intérieurs, dans les rues de Ramallah, dans les espaces ordinaires du quotidien, donnant à chacun de ces lieux une fonction narrative. La lumière, douce et patiente, capte les tensions ou les réconciliations en devenir, sans effets appuyés. Chaque plan semble conçu pour dire quelque chose des relations, sans jamais apparaître démonstratif. Si le film aborde, en arrière-plan, des aspects sociaux et culturels propres à la Palestine contemporaine, il le fait sans appuyer un discours politique frontal. Abbas préfère la nuance, elle montre comment le cadre social influence les trajectoires des

femmes, sans réduire celles-ci à un statut de victimes ni enfermer le récit dans une lecture univoque. Avec ce long-métrage, la réalisatrice confirme la vitalité d'un cinéma palestinien qui explore d'autres voies que les récits historiques ou strictement politiques. Merci de rêver avec nous, s'affirme comme une œuvre de maturité, portée par une écriture précise, un sens du détail et une direction d'actrices particulièrement juste. Un film qui, par son regard féminin et sa dimension sensible, touche à quelque chose d'universel tout en restant ancré dans la réalité palestinienne.

Trois films, trois regards sur la mémoire au Festival international du film d'Alger

Samedi après-midi, la salle Cosmos Beta de l'Office Riad El Feth affichait complet. Cinéphiles, étudiants et professionnels du cinéma s'y sont réunis pour une projection très attendue dans le cadre de la 12^e édition du Festival international du film d'Alger (AIFF). Trois courts-métrages en compétition ont été présentés, chacun proposant sa propre manière d'interroger la mémoire et l'héritage. Après chaque film, un « échange ouvert » avec les réalisateurs a permis au public de partager impressions, émotions et lectures personnelles. Le premier film, Nygil, Ce que la Terre a vu, de Mourad Hemla, a plongé la salle dans un univers de science-fiction contemplatif. L'histoire se déroule après la disparition de l'humanité : une nouvelle civilisation industrielle et consciente

tente de comprendre les traces laissées par les hommes. Inspiré d'une divinité amazighe tombée dans l'oubli, le film pose une question simple mais profonde : que reste-t-il d'un monde lorsqu'il disparaît ? Le public a salué l'« originalité visuelle » du film et son approche conceptuelle, qui mêle réflexion philosophique et imaginaire futuriste. Le deuxième court-métrage, Boualem a tout entendu, réalisé par Aziz Boukerroui et Khaled Bounab, adopte un ton plus intime. Il retrace le parcours de Boualem Boukhofane, figure incontournable de la Cinémathèque d'Alger. À travers son histoire, les « réalisateurs » font revivre plusieurs moments clés du cinéma algérien. Le débat qui a suivi a été chargé d'émotion : de nombreux spectateurs ont évoqué leurs propres souvenirs liés à

la Cinémathèque et rappelé l'importance de ce lieu dans la transmission de la culture cinématographique. La séance s'est conclue avec Aucun homme n'est né pour être piétiné, documentaire de Narimane Baba Aïssa et Lucas Roxo, tourné dans le sertão brésilien. Le film revient sur la figure du bandit d'honneur Lampião, mort en 1938 et toujours célébré comme un symbole de résistance. Grâce à une narration visuelle et sonore très immersive, le documentaire éclaire la lutte actuelle de groupes brésiliens contre la montée des idées fascistes. Lors du débat, plusieurs spectateurs ont souligné la portée « universelle » du film et établi des parallèles entre ces mémoires populaires et d'autres combats dans le monde.

AIFF 2025
« Les amoureux d'Alger », une romance historique ambitieuse mais inégale

Parmi les moments attendus du Festival international du film d'Alger (AIFF), la présentation de productions nationales récentes constitue toujours un temps fort, tant leur diffusion reste limitée après les avant-premières. Samedi après-midi, la salle Ibn-Zeydoun accueillait la projection de The Lovers of Algiers (Les amoureux d'Alger), long-métrage de fiction réalisé par Mohamed Charaf-Eddine Ketita et présenté en compétition officielle. Inspiré de faits réels, ce drame produit en 2024 s'appuie sur le roman Les amants de Padovani, publié en 2004 par l'écrivain Youcef Driss, également scénariste du film. L'intrigue retrace l'histoire de Dahmane, orphelin de père depuis la Seconde Guerre mondiale, élevé par sa grand-mère au sein de la maison de Lucien Démontés, avocat français réputé pour sa proximité avec les Algériens. Dans ce foyer où se mêlent cultures et appartennances, Dahmane se lie d'une profonde affection avec Amélie, la fille unique de Démontés. De cette proximité naît une relation amoureuse secrète, bientôt marquée par une grossesse et la perspective d'une union impossible dans l'Algérie coloniale. L'itinéraire du jeune homme bascule lorsqu'il tue un Français en situation de légitime défense. Emprisonné puis évadé, il rejoint le maquis avant de retrouver Amélie, vingt ans après l'indépendance, en France, sur un lit d'hôpital, quelques heures avant sa mort. La force romanesque de cette trajectoire offrait un potentiel dramatique évident que le film cherche à embrasser, sans toujours parvenir à en maîtriser le rythme. Tourné sur plusieurs années (un projet entamé en 2018 et retardé par la pandémie de Covid-19), le long-métrage mêle récit intime et page d'histoire nationale. Mais cette ambition se heurte à une construction dramatique inégale. Sur plus de deux heures, le film peine à conserver une tension continue. Plusieurs séquences paraissent plaquées plutôt qu'intégrées à la progression narrative, le meurtre du jeune Français, le procès ou encore les inserts en noir et blanc censés évoquer l'Algérie coloniale. Loin de renforcer le propos, ces passages rompent l'élan du récit et dispersent l'attention. Le choix d'un « registre » frontal, parfois moraliste, accentue cette impression. Les dialogues, souvent « abondants et explicatifs », prennent le pas sur la mise en scène et laissent peu d'espace à l'expression visuelle. Les images, pourtant essentielles dans un film qui repose sur la puissance d'une histoire d'amour, manquent d'ampleur et de souffle poétique. La relation entre Dahmane et Amélie, cœur battant du film, peine dès lors à déployer toute sa force émotionnelle. Pourtant, « Les amoureux d'Alger » demeure une « contribution » notable à la filmographie nationale. En abordant la guerre de libération par le « prisme » d'une romance, Mohamed Charaf-Eddine Ketita explore une voie narrative encore rare dans le cinéma algérien. Malgré ses fragilités, le film « témoigne » d'un désir de renouveler les « récits historiques » et de « revisiter » une période fondatrice à travers une sensibilité plus intime. Une tentative qui mérite attention, même si elle ne trouve pas toujours l'équilibre espéré.

Samy T.

Trait d'esprit

« Vous avez peut-être des habitudes qui vous affaiblissent. Le secret du changement, c'est de concentrer toute votre énergie, non pas à lutter contre le passé, mais à construire l'avenir. »

Socrate

La SCLCO démantèle un réseau criminel spécialisé dans la falsification et l'évasion fiscale

La semaine dernière, la Direction centrale de lutte contre la criminalité organisée (SCLCO) a mis fin aux activités d'un réseau criminel structuré composé de 18 personnes, dont des commerçants et des employés publics travaillant dans des institutions bancaires et administratives, selon un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) publié hier. Ce réseau était impliqué dans la falsification et l'usage de documents commerciaux falsifiés, ainsi que dans une éviction fiscale organisée, ayant permis de récupérer plus de 110 milliards de centimes issus de biens saisis et de recettes financières illégales. L'opération a été déclenchée suite à une exploitation minutieuse d'informations concernant une organisation criminelle opérant dans le trafic de tabac dans l'ouest du pays. Les membres du réseau utilisaient des sociétés fictives, fabriquaient des documents falsifiés, et détournait le contrôle fiscal pour dissimuler leurs activités. Les enquêtes ont révélé que ces fonds illicites étaient convertis en transactions immobilières et achats de véhicules pour dissimuler leur origine. Plus de 35 milliards de centimes en liquide issus de ces activités ont été saisis. De plus, les forces de la SCLCO ont récupéré des biens d'une valeur totale dépassant 80 milliards de centimes, comprenant 1 363 000 paquets de cigarettes, 3 500 unités de tabac à priser (chema), 45 véhicules, du matériel informatique portable ainsi que des tampons officiels utilisés dans des institutions bancaires et administratives. Les personnes impliquées ont été présentées devant le procureur de la République près le pôle judiciaire compétent.

Décès de l'artiste-peintre et caricaturiste Tayeb Arab

L'artiste-peintre et caricaturiste Tayeb Arab est décédé, dimanche passé, à l'âge de 78 ans, a-t-on appris ce lundi auprès de ses proches. Né le 14 avril 1947 à Oran, Tayeb Arab s'est passionné très tôt pour le dessin et la peinture. Son talent a été révélé au public à l'âge de 18 ans grâce au quotidien « La République » (El-Djoumhouria actuellement) qui l'a mis en lumière à travers sa rubrique « Nouveaux talents ». Le défunt a publié plus de 7 000 dessins et caricatures sur les pages de ce journal. Il a également collaboré avec les hebdomadiers « Révolution africaine » et « Algérie Actualités ». Tayeb Arab compte à son actif de nombreuses expositions de caricatures et de dessins, notamment au Théâtre national d'Alger (TNA), au Théâtre régional d'Oran (TRO), ainsi que dans plusieurs grandes villes du pays, dont Tiaret, Constantine, Tlemcen et Béjaïa. Il a également exposé à l'étranger. L'artiste avait aussi participé à plusieurs expositions organisées lors de la manifestation « Alger, capitale de la culture arabe », en 2007.

Coupe d'Algérie : USMH-JSK décalé à 18h30

Le match USM El Harrach-JS Kabylie, comptant pour les seizeèmes de finale de la Coupe d'Algérie de football, prévu le vendredi 12 décembre au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger), sera décalé de 15 h 00 à 18 h 30, a indiqué la direction du club de Ligue 2 amateur ce lundi dans un communiqué. Le club banlieusard, sociétaire du groupe Centre-Ouest de Ligue 2 amateur,

a précisé que « cette reprogrammation a été décidée par la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie », qui gère les différents aspects de cette épreuve populaire. Pour rappel, l'USMH s'était qualifiée en déplacement aux dépens du MO Béjaïa (2-1), alors que la JSK (Ligue 1 Mobilis) avait pris le dessus sur le MB Hassi Messaoud (Inter-régions) sur le score de sept buts à zéro.

Consacrée au projet du film sur l'Émir Abdelkader et à l'industrie cinématographique

Le président Tebboune préside une réunion importante

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion consacrée au projet du film sur l'Émir Abdelkader en particulier, et à la relance du secteur de l'industrie cinématographique en Algérie de manière générale », indique un communiqué de la présidence de la République.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Mardi 09 Décembre 2025//N° 1222// PRIX 20DA

Conférence de presse de Madjid Bougherra

« Nous sommes concentrés sur la victoire et la qualification »

À la veille du choc face à l'Irak, le sélectionneur local Madjid Bougherra s'est présenté, hier, au Qatar, en conférence de presse aux côtés de Yacine Brahimi, pour évoquer les préparatifs et les ambitions de l'équipe nationale.

■ Par Merouane A

« Nous allons jouer une rencontre importante contre l'Irak, et nous sommes pleinement concentrés sur la victoire et la qualification », a lancé Bougherra d'emblée. Selon lui, cette confrontation sera une référence pour le groupe, après le nul contre le Soudan qui n'avait pas permis de confirmer toutes les attentes. « Nous cherchons une rencontre indicative, qui nous permette de jauger notre niveau et de progresser », a-t-il ajouté, rappelant l'expérience de la précédente Coupe arabe face à l'Egypte, où l'équipe avait pu évaluer sa préparation et sa compétitivité. Le sélectionneur a insisté sur l'intensité et la motivation requises pour cette compétition. « La particularité de ce tournoi, c'est que chaque joueur représente son pays à 2 000 % pour décrocher la victoire. La chaleur humaine, la combativité et l'énergie sur le terrain sont des atouts majeurs. Je demande à mes joueurs d'être encore plus déterminés contre l'Irak », a-t-il déclaré. Majid Bougherra a également évoqué son rôle et ses objectifs : « Mon travail consiste à atteindre

nos objectifs avec l'équipe locale, tout en préparant certains joueurs pour l'équipe nationale A. Le sélectionneur de l'EN première a toute la liberté de choisir des éléments de mon équipe si nécessaire. » Concernant la situation physique des joueurs, le coach est resté prudent : « Nous sommes conscients que l'Irak a quelques joueurs blessés. De notre côté, certains joueurs ont des cartons jaunes et nous évaluons leur état de forme lors des entraînements avant le match. » Enfin, Bougherra a souligné la pression et les attentes liées à la sélection algérienne : « L'équipe nationale vit toujours sous pression car le public algérien adore le football. Nous voulons tout faire pour rendre notre peuple heureux et offrir une performance digne de ses attentes ». M.A.



Grâce à l'installation gratuite de détecteurs de monoxyde de carbone Plus de 300 000 foyers protégés à Tizi Ouzou

Depuis le lancement de l'opération le 29 mars 2023, la wilaya de Tizi Ouzou a bénéficié à ce jour dans 308 772 foyers de l'installation gratuite de détecteurs de monoxyde de carbone. Avec deux appareils par domicile, ce sont au total 617 544 détecteurs qui ont

été déployés, soit 6 078 appareils et 3 039 foyers supplémentaires par rapport au dernier point de situation arrêté en octobre dernier, selon un communiqué de la Direction de distribution, filiale de Sonelgaz. Ce dispositif vise à renforcer la sécurité des habitants face au risque d'intoxication au monoxyde de carbone, un gaz incolore, inodore et potentiellement mortel. La progression significative du nombre d'appareils installés témoigne de l'engagement du programme dans la prévention des accidents domestiques liés à ce danger silencieux.

Renforcement de la coopération entre le Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA) et le ministère de la Communication

Dans le cadre du renforcement des relations de coopération et de coordination entre la Haute Instance de l'amazighité et le ministère de la Communication, Zoheir Bouamama a rencontré dimanche passé Si El Hachemi Assaïd, secrétaire général du HCA. La rencontre s'est tenue au siège du ministère, en présence de cadres des deux institutions. Cet entretien a constitué une opportunité d'échanger sur les moyens de développer un partenariat stratégique, notamment en ce qui concerne l'ancre de la langue amazighe dans le cadre national de la communication, ainsi que le renforcement de sa présence dans le paysage médiatique algérien.

Face à une nouvelle cybermenace impliquant des logiciels israéliens

Apple et Google alertent leurs utilisateurs

Google et Apple ont lancé des alertes urgentes à leurs utilisateurs dans le monde entier, après la découverte d'une nouvelle menace cybernétique visant les appareils connectés, selon l'agence Reuters. Apple a confirmé que cette attaque a touché des utilisateurs dans plus de 150 pays, sans toutefois préciser le nombre exact de victimes ni

l'identité des responsables du piratage. De son côté, Google a indiqué que les logiciels de la société israélienne Intellexa sont à l'origine de cette cyberattaque, ciblant notamment des utilisateurs en Arabie saoudite, en Égypte, au Tadjikistan et au Pakistan. Malgré les sanctions américaines contre Intellexa, cette société continue ses

activités sans restrictions notables. Les enquêtes révèlent que des liens malveillants ont été envoyés via WhatsApp, notamment à un avocat pakistanaise du Baloutchistan, ce qui laisse penser à une utilisation stratégique de liens piégés dans cette opération d'espionnage. Ce contexte intervient à la lumière d'une enquête conjointe menée par

plusieurs médias, dont Haaretz, Inside Story, Inside Tech, et Amnesty International, qui met en cause des activités d'espionnage liées aux logiciels de cette société d'occupation israélienne. Rappelons que des alertes similaires avaient été émises ces derniers mois, concernant le ciblage de plus de 80 journalistes en Italie et en Espagne.